

REPUBLIQUE DU CAMEROUN  
Paix- Travail- Patrie

MINISTERE DE L'EDUCATION DE BASE

REPUBLIC OF CAMEROUN  
Peace- Work- Fatherland

MINISTRY OF BASIC EDUCATION

PROGRAMME NATIONAL DE LUTTE CONTRE LE SIDA

**PLAN STRATEGIQUE DE LUTTE  
CONTRE LE VIH ET SIDA  
DU SOUS SECTEUR  
EDUCATION DE BASE**

PERIODE : 2009-2011

Réalisé avec l'appui technique du

COMITE NATIONAL DE LUTTE CONTRE LE SIDA

## SOMMAIRE

|  |           |
|--|-----------|
| <b>Sommaire.....</b>   | <b>2</b>  |
| Préface.....   | 4         |
| Préambule.....   | 6         |
| Liste des abréviations.....  | 15        |
| Glossaire.....   | 16        |
| Introduction.....  | 18        |
| <b>Section I : caractéristiques du Sous Secteur Education de Base.....</b>                               | <b>20</b> |
| 1. Cameroun : données générales sur le pays.....   | 21        |
| 2. Analyse de la situation du VIH et sida au niveau national.....  | 21        |
| 2.1. La séroprévalence et le nombre de cas dans la population camerounaise..                             | 21        |
| 2.2. La séroprévalence et le nombre de cas chez les élèves.....  | 22        |
| 2.3. La séroprévalence et le nombre de cas chez les enseignants et autres personnels.....                | 22        |
| 3. Données comportementales.....   | 22        |
| 3.1. Age du premier rapport sexuel.....  | 22        |
| 3.2. Utilisation des préservatifs.....   | 23        |
| 3.3. Les mythes et perceptions erronées.....   | 23        |
| 3.4. La perception du risque.....  | 24        |
| 3.5. Les connaissances en matière de modes de transmission du VIH et de compétences de vie courante..... | 24        |
| 3.6. La lutte contre le sida sur le lieu de travail.....   | 25        |
| 4. Analyse du Sous Secteur Education de Base.....  | 25        |
| <b>Section II : analyse de la réponse actuelle du Sous Secteur Education de Base.....</b>                | <b>27</b> |
| I. Actions de lutte contre le sida menées par le Sous Secteur Education de Base.....                     | 28        |
| I.1. Principales interventions.....  | 28        |
| I.1.1 Activités de plaidoyer.....  | 28        |
| I.1.2. Activités de sensibilisation des élèves et des enseignants.....                                   | 28        |
| I.1.3. Activités d'éducation préventive.....   | 29        |
| I.2. Coordination des interventions.....   | 29        |
| II. Analyse critique des actions menées.....   | 29        |
| II.1. Analyse des problèmes et des objectifs.....  | 29        |
| II.2. Les opportunités.....  | 35        |

|   |           |
|---|-----------|
| <b>Section III : Cadre stratégique de lutte contre le VIH et sida du Sous Secteur Education de Base .....</b> | <b>37</b> |
| I. Rappel des orientations du plan stratégique national de lutte contre le sida (2006-2010).....              | 38        |
| II. Principes directeurs  | 38        |
| II.1.Principes directeurs de la stratégie du Sous Secteur de l'Education de Base.....                         | 38        |
| II.2.Principes directeurs en référence au VIH.....  | 38        |
| III. Objectifs stratégiques du programme.....   | 40        |
| III.1.Objectifs stratégiques.....   | 40        |
| III.2. Objectifs spécifiques.....   | 40        |
| IV. Population cible.....   | 41        |
| V. Domaine d'intervention.....  | 41        |
| <b>Section IV : Programme de lutte contre le sida (2009-2011).....</b>  | <b>43</b> |
| 1. Programme de lutte contre le VIH et sida du Sous Secteur Education de Base.....                            | <b>45</b> |
| 2. Coordination et gestion du programme.....  | <b>50</b> |
| 2.1. Acteurs et rôles du programme.....   | <b>50</b> |
| 3. Financement de la mise en œuvre du plan sectoriel .....  | <b>51</b> |
| 4. Système de coordination et du suivi et évaluation.....   | <b>51</b> |
| 4.1. Les structures intervenant dans la circulation de l'information.....                                     | <b>51</b> |
| 4.2. Collecte et compilation des données.....   | <b>51</b> |
| <b>4.3. Transmission des données</b><br>.....   | <b>52</b> |
| <b>5. Analyse des données</b> .....   | <b>54</b> |
| <b>6. Etudes et évaluations</b> .....   | <b>54</b> |
| <b>7. Indicateurs clés du système national de suivi/évaluation</b> .....                                      | <b>54</b> |
| <b>Section V : Plan Opérationnel.....</b>   | <b>56</b> |
| Domaine prioritaire I.....  | 57        |
| Domaine prioritaire II.....   | 63        |
| Domaine prioritaire III.....  | 68        |
| Domaine prioritaire IV.....   | 72        |
| <b>Section VI : Annexes.....</b>  | <b>78</b> |

|   |    |
|---|----|
| I. Cadre logique des interventions..... | 79 |
| II. Liste des participants .....        | 90 |
| III. Bibliographie                      | 92 |
| IV. Budget détaillé                     |    |

## Préface

Face aux effets ravageurs du sida au Cameroun, la riposte du Gouvernement s'est traduite par l'engagement de la plus Haute Instance du pays, qui a instruit en urgence l'élaboration d'un Plan Stratégique National de Lutte contre le Sida. Le Cameroun est à ce jour à son deuxième Plan Stratégique national de lutte contre le sida. Le plan stratégique 2006-2010 vise principalement l'adoption de comportements sains et une plus grande solidarité à l'endroit des personnes infectées et affectées, avec pour principales cibles les jeunes, particulièrement les enfants de 5 à 14 ans, qui ont la plus faible probabilité de contamination par le Sida et qui, s'ils continuent à être épargnés, représentent « l'îlot d'espoir » à un avenir sans Sida.

En tant qu'acteur de la lutte aux côtés des Pouvoirs Publics et compte tenu de ses avantages comparatifs en matière d'offre éducative, le Sous Secteur Education de Base a inscrit dans ses priorités, l'éducation préventive en direction de la communauté éducative en sollicitant le concours des autres secteurs de la vie nationale.

C'est dans cet ordre que le présent Plan Stratégique de lutte du Sous Secteur dont la mise en œuvre prévue pour la période 2009-2011 a été élaboré dans le but de mobiliser toute la communauté éducative afin de réduire à la lumière du Plan Stratégique national d'au moins 25% les risques d'infection au VIH et sida chez le personnel et les élèves et réduire l'impact du VIH et sida dans le sous secteur à l'horizon 2011.

Dans cette perspective, quatre domaines d'intervention ci-après ont été retenus :

- l'intégration systématique de l'éducation préventive à tous les niveaux des cycles primaire et normal ;
- l'accès aux services de prise en charge psychosocial et médical des personnes infectées/affectées
- l'aménagement du cadre réglementaire dans le contexte du VIH et sida en milieu scolaire.
- Mise en place de la coordination, suivi et évaluation.

Ces domaines d'intervention permettront grâce à une approche participative de :

- Réduire le nombre de nouveaux cas d'IST/VIH et sida au sein de la communauté du sous-secteur Education de base par le biais d'une éducation préventive appropriée ;
- Réduire la morbidité et l'impact des IST/VIH et sida au sein de la communauté du sous secteur Education de Base par une prise en charge adéquate des personnes infectées ;
- Améliorer la performance et l'impact du programme de lutte contre le VIH et sida du sous secteur Education de Base.

La mise en œuvre de cet ambitieux programme nécessitera la collaboration de tous, c'est-à-dire les administrations publiques, les partenaires Techniques et Financiers, les Syndicats d'enseignants, les Organisations de la Société Civile et les mouvements de jeunesse. Une place d'honneur devrait être accordée à la participation effective des enfants afin qu'ils deviennent de véritables acteurs de la lutte contre le VIH et sida en milieu scolaire, et ce par la mise en place dans les écoles des Gouvernements des Enfants.

C'est le lieu pour moi de présenter mes chaleureuses félicitations à tous ceux qui, de près ou de loin, auront apporté leur contribution à son élaboration, notamment à toute l'équipe centrale du Ministère de l'Education de Base qui a assuré la rédaction du projet de plan stratégique, avec le concours du CNLS.

Je voudrais adresser mes sincères remerciements à tous nos partenaires suivants qui n'ont pas hésité un seul instant à apporter leur indispensable appui :

- les Agences du Système des Nations Unies à travers leurs apports techniques et matériels, et surtout celui constant de l'UNICEF, de la Banque Mondiale et de l'ONUSIDA, ainsi que d'autres Partenaires Techniques et Financiers (PTF) ;
- les représentants des autres secteurs (Enseignements Secondaires, Affaires Sociales, Finances, Jeunesse, Santé Publique, Planification et Economie, etc.) ;
- les responsables d'ONG, des APEE/PTA, des Associations des Mères d'Elèves, des Syndicats, des PVVS et autres Associations intervenant dans le cadre de la lutte contre le sida en milieu scolaire ;

Tout en leur manifestant ma gratitude pour tous ces efforts, j'invite chacun des intervenants ci-dessus cités à jouer le rôle qui lui est assigné dans la mise en œuvre heureuse de ce plan. Il s'agit de développer et de toujours dynamiser une coopération active, condition nécessaire pour l'atteinte de notre objectif, à savoir la réduction de la propagation et de l'impact du VIH et sida dans le Sous Secteur de l'Education de Base.

Le Ministre de l'Education de Base

HAMAN ADAMA Née ALIMATOU MAHONDE

## **PREAMBULE**

Partout dans le monde, le VIH et sida provoque des ravages, détruisant communautés et familles et ruinant toute perspective d'avenir. Les conséquences du VIH et sida sont nombreuses. En l'absence d'un remède et, dans la plupart des cas, en l'absence d'un traitement adapté, le VIH et sida réduit et détruit la qualité de la vie avant de mettre fin à la vie elle-même. Ses incidences affectives et économiques sur la qualité de la vie se propagent à la famille, aux amis et à la communauté. Le VIH perturbe la production et réduit les revenus et les dépenses des ménages ; il soulève des problèmes majeurs pour les systèmes de santé et la pratique des soins ; il porte atteinte à la capacité des sociétés à assurer des services essentiels et à faire des plans pour l'avenir ; et il menace la bonne gouvernance et la sécurité humaine.

Particulièrement grave est l'impact de l'épidémie sur les écoles et sur l'éducation. Le VIH et sida réduit l'offre d'éducation en réduisant le nombre d'enseignants en mesure de faire leur travail et influant sur les ressources disponibles pour l'éducation. L'épidémie réduit aussi la demande d'éducation, à mesure que les enfants sont retirés de l'école parce que la famille doit faire face à des dépenses croissantes et parce que les enfants doivent soigner les membres de leur famille. Et l'épidémie compromet la qualité de l'éducation parce qu'elle porte atteinte aux ressources matérielles et humaines du système et à la santé et à l'assiduité des élèves.

Mais davantage encore, l'épidémie a un impact négatif sur la qualité de l'enseignement et, par conséquent, sur la progression des élèves dans le système éducatif. La qualité de l'enseignement pâtit de l'épidémie puisque l'absentéisme des maîtres, la réduction du temps consacré aux leçons et le bouleversement des horaires retentissent sur ce que les élèves peuvent apprendre. La formation des maîtres risque elle aussi de pâtir à mesure que, dans l'enseignement supérieur, les étudiants sont touchés eux aussi.

Face à l'ampleur des dégâts causés par l'épidémie du sida dans tous les secteurs de la vie, l'Assemblée Générale des Nations Unies réunie en session extraordinaire (UNGASS) en juin 2001, a mis en place un cadre destiné à rendre compte, au niveau national et international, des questions relatives à la pandémie du VIH et sida. Tous les Gouvernements se sont engagés à atteindre une série de cibles repères en ce qui concerne la prévention, les soins, l'appui et le traitement, la réduction de l'impact et les enfants rendus orphelins et vulnérables par le VIH et sida

Par ailleurs, le sommet du Millénaire qui s'était tenu en septembre 2000, avait réaffirmé l'engagement international d'œuvrer en faveur d'un monde dans lequel le développement durable et l'élimination de la pauvreté auront la plus haute priorité. Il a également défini un certain nombre d'Objectifs de Développement pour le Millénaire (ODM), et notamment des objectifs concernant expressément l'éducation, l'égalité des sexes et le VIH et sida. Le succès de l'action visant à atteindre beaucoup de ces objectifs sera tributaire de la participation pleine et entière du secteur de l'éducation aux efforts destinés à faire obstacle au VIH et sida et à son impact.

Tandis qu'aujourd'hui dans l'ensemble du monde, le VIH et sida est la quatrième cause de mortalité, en Afrique Subsaharienne, il est la première. Concernant cette région du monde, on peut relever les caractéristiques suivantes :

- L'Afrique subsaharienne demeure la région la plus touchée au monde, avec près de 25 millions de personnes vivant avec le VIH, dont 2 millions d'enfants âgés de moins de 15 ans. En 2006 seulement, près de 8 000 adultes et enfants sont décédés chaque jour du SIDA ;
- Le sida est une maladie qui atteint de plus en plus les jeunes femmes. Cinquante-neuf pour cent des personnes séropositives en Afrique sont des femmes ; les jeunes femmes âgées de 15 à 25 ans courent un risque au moins trois fois (et, dans certains endroits, de quatre à cinq fois) plus élevé d'être infectées par le VIH que les hommes de la même tranche d'âge, ce qui tient pour l'essentiel à l'inégalité entre les sexes, au manque d'instruction et au faible statut socio-économique. Plus que jamais, une stratégie multisectorielle ciblée s'impose pour s'attaquer aux causes profondes de l'inégalité entre les sexes qui alimente la propagation de l'épidémie.
- Le VIH et sida est de plus en plus associé au développement de souches dangereuses d'autres maladies chroniques telles que la tuberculose ultra résistante (XDR-TB), qui pourrait favoriser la propagation de la tuberculose si elle n'est pas maîtrisée. Il se confirme que le paludisme est plus grave et fréquent chez les adultes séropositifs, ceux-ci courant un risque trois fois plus élevé de devoir recevoir un traitement clinique pour cette maladie que les adultes non infectés par le VIH.
- Malgré les signes de progrès récemment observés, notre vigilance ne saurait se relâcher car d'autres épidémies se profilent à l'horizon. En effet, la consommation de drogues injectables devient un facteur de risque élevé en Afrique, et une hausse des taux d'infection se dessine chez certains groupes, ce qui pourrait réduire à néant les progrès de la décennie écoulée.

Toutefois, il est permis un certain espoir dans la lutte contre l'épidémie du sida en Afrique car :

- huit des onze études portant sur des pays subsahariens indiquent que le pourcentage des jeunes ayant des rapports sexuels avant l'âge de 15 ans a diminué, et que le recours aux préservatifs a augmenté ;
- Dans certains pays, 60 % des femmes séropositives enceintes reçoivent une prophylaxie antirétrovirale visant à prévenir la transmission du virus de la mère à l'enfant ;
- Le nombre de traitements antirétroviraux a plus qu'octuplé en Afrique, plus d'un million de personnes en bénéficiant désormais. Cela étant, seul un quart des patients (23 %) qui en ont besoin les reçoivent ;

- Les investissements dans la recherche et le développement de nouvelles technologies et de nouveaux instruments qui donneraient aux femmes les moyens de mieux se protéger doivent se poursuivre, surtout dans les domaines des microbicides et de la prophylaxie pré-exposition (PREP) auxquels la 16e Conférence internationale sur le SIDA de Toronto a fait une large place.

Toutefois, l'on observe que des progrès ont été enregistrés tant dans le domaine de la prévention que de la prise en charge. Parmi eux, on retiendra une amélioration de la connaissance de l'infection à VIH et sida ainsi que des moyens de prévention dans la population générale : en effet, plus de 70% des jeunes de 15 à 24 ans au cours des derniers rapports sexuels avec des partenaires non co-habitants, dont les taux sont passés de 16% à 47% chez les filles et de 31% à 57% chez les garçons entre 1998 et 2004 (EDS 1998 et 2004).

A ce jour, la réponse du Sous Secteur a surtout ciblé quelques élèves du primaire et quelques enseignants. Les interventions ont été menées pour la plupart dans les établissements scolaires publics du pays, avec une priorité accordée aux établissements d'accès facile. Cette réponse s'est développée avec l'appui de nombreux partenaires de la coopération bilatérale, multilatérale et nationaux.

L'atteinte de cet objectif interpelle particulièrement le Sous Secteur Education de Base, au regard de ses missions d'éducation et de formation des enfants, en vue de leur épanouissement intellectuel, physique, civique et moral et de leur insertion harmonieuse dans la société, prenant en compte les facteurs économiques, socioculturels, politiques et moraux de leur environnement. A cet égard, ce Sous Secteur a une double responsabilité : leur éviter la contamination au sein de la communauté éducative et les inciter à adopter des modes de comportements qui les préservent de cette infection durant toute leur vie.

La tutelle du Sous Secteur Education de Base est assurée par le Ministère de l'Education de Base. Ce sous-secteur prend en compte tous les acteurs, intervenants et partenaires. Il comprend les trois cycles d'enseignement ci-après, regroupant au cours de l'année scolaire 2008-2009, environ 3 472 252 élèves répartis de la manière suivante :

- enseignement maternel : 263 855 élèves
- enseignement primaire : 3 201 477 élèves
- enseignement normal : 6 920 élèves- instituteurs.

Pour réaliser sa mission, le Ministère de l'Education de Base dispose d'un réseau de ressources humaines réparties sur tout le territoire national et dont l'effectif pour le secteur public, est estimé au 05 mars 2009, à 83 319 enseignants du maternel, primaire et Normal;

De l'analyse de la situation du VIH au sein de ce Sous Secteur, il ressort :

- qu'il n'existe aucune donnée sur la prévalence du VIH au sein des jeunes en âge scolaire. Les estimations utilisées sont faites sur la base des taux de prévalence nationale pour les tranches d'âge comprises entre 15 et 24 ans. Ces taux sont égaux, voire supérieurs à la moyenne nationale (11,5% entre 15 et 19 ans ; et 12,5% entre 20 et 24 ans, allant jusqu'à 17,8% à l'Extrême Nord), source CNLS, 2000
- d'une enquête sur les facteurs de vulnérabilités des jeunes à l'infection au VIH dans les dix (10) provinces, menée sur trois mille (3 000) élèves âgés de 12 à 23 ans que, près d'un tiers ont reconnu être sexuellement actifs, et la majorité dans ce groupe ont



des comportements à risques tels que la non utilisation des préservatifs et le multipartenariat sexuel.

De plus, l'incidence globale du VIH et sida sur l'éducation apparaît de manière visible ; analysée sous l'angle de la demande, de l'offre et de la qualité, elle se traduit principalement par :

- l'absentéisme et la déperdition scolaires chez les élèves, entraînant la baisse des effectifs du système et mettant en relief la disparité entre les sexes, qui se traduit par l'augmentation de la proportion de filles qui n'ont pas accès à l'éducation ;
- la baisse de la productivité et l'augmentation de la mortalité des enseignants, toutes liées au VIH et sida ;
- l'augmentation du nombre d'Orphelins et Enfants Vulnérables (OEV) en âge d'être scolarisés, sans appui et ayant un accès limité à l'éducation, en raison de l'appauvrissement de leurs familles et la désintégration des cellules familiales ;
- l'incapacité du système à équilibrer l'offre et la demande en raison de la perte des effectifs du système ;
- l'affaiblissement, la désorganisation et la dislocation du système éducatif ;
- l'incertitude des gestionnaires du système en raison de la méconnaissance de l'impact réel du VIH et sida sur la communauté éducative ;
- la diminution des ressources humaines et financières du secteur éducatif

Les principaux facteurs de vulnérabilité sont :

- le multi partenariat sexuel ;
- les rapports sexuels précoces et non protégés ;
- le faible usage ou l'usage incorrect du préservatif ;
- l'utilisation des objets contaminés ;
- la prostitution liée au besoin de survie chez les femmes et les jeunes filles

Les groupes du Sous Secteur Education de Base les plus vulnérables à cette pandémie sont :

- les élèves, plus particulièrement les filles ;
- les Orphelins et Enfants Vulnérables (OEV) ;
- les enseignants ;
- le personnel administratif

La transmission par voie sexuelle est le mode le plus fréquent de contamination, suivi de la contamination à travers des pratiques socioculturelles à risque et l'utilisation d'objets contaminés.

Les principaux déterminants de l'infection dans le Sous Secteur Education de Base sont :

- l'ignorance de la maladie ;
- l'insuffisance d'informations correctes sur le VIH et sida ;
- le faible accès à l'information ;
- l'inaccessibilité aux moyens de prévention et aux services médicaux appropriés ;
- la faible disponibilité de services scolaires avec les zones à risques (bars, salles de jeux, etc.) ;
- la stigmatisation, la honte et le silence liés au VIH et sida ;
- l'environnement socioculturel et familial de plus en plus caractérisé par la débauche ;
- la pauvreté

Les groupes vulnérables s'infectent généralement lors :

- des rapports sexuels non protégés avec des personnes infectées ;
- des harcèlements et abus sexuels et viols sur des élèves des écoles primaires ;

- de la pratique de la prostitution, etc.

Les besoins du Sous Secteur pour inverser la tendance sont principalement :

- l'amélioration de l'accessibilité à l'information correcte sur les IST/VIH et sida pour son personnel, ses groupes cibles et leurs familles ;
- l'amélioration de l'accessibilité des moyens de prévention de l'infection pour son personnel et pour la population qu'il dessert ;
- le soutien aux plus démunis à travers le financement des frais de scolarité ou des programmes éducatifs ;
- le développement des capacités des OEV à réaliser leurs droits à satisfaire leurs besoins ;
- la promotion de la scolarisation, particulièrement auprès des personnes affectées, et leur protection contre la stigmatisation et le rejet ;
- la réduction de la disparité entre les sexes, notamment dans les domaines de l'éducation et celui des rôles et responsabilités sociales ;
- l'aménagement d'un rythme et d'un calendrier scolaire adaptés aux nouvelles responsabilités des personnes infectées et affectées (élèves et enseignants) ;
- l'amélioration de l'accès des orphelins et des enfants de la rue à l'éducation ;
- le développement de programmes éducatifs en vue de compenser les manques vitaux subis par les orphelins ;
- le maintien de la productivité des enseignants, notamment par le biais de leur prise en charge médicale et psychosociale ;
- l'intégration des questions liées au VIH et sida dans la planification et la gestion des ressources humaines et financières du système éducatif ;
- la refonte des programmes d'éducation en y intégrant l'enseignement des connaissances sur les IST/VIH et sida, la santé génésique et les comportements pour la vie, en vue d'induire un changement de comportement ;
- l'adaptation du contenu éducatif afin de compenser les pertes de qualification subies par la société ;
- la promotion de la formation et du savoir faire professionnel pour les jeunes devant assumer très tôt le rôle de chef de famille ;
- la promotion et la protection des droits de la personne humaine au sein du Sous Secteur.

Les obstacles qui pourraient entraver l'efficacité des activités de lutte contre le sida au sein du Sous Secteur sont principalement :

- l'agenda académique qui limite l'accès aux groupes cibles, aux intervenants et leur disponibilité ;
- la déperdition, l'abandon scolaire et le coût économique élevé de l'éducation limitant au plan numérique, les effectifs à cibler ;
- l'enclavement de nombreuses zones d'intervention ;
- l'insuffisance en ressources financières, humaines et matérielles du Sous Secteur ;
- le poids des barrières culturelles et religieuses sur les changements des comportements ;
- le faible pouvoir d'achat des membres de la communauté éducative (des enseignants, des encadreurs et des parents d'élèves) ;
- la faible implication et/ou la faible adhésion à la lutte, des intervenants en matière d'éducation ;

- la faible coordination, suivi et évaluation des interventions par les institutions de tutelle ;
- l'absence de données de base sur l'ampleur et l'impact du VIH et sida sur le système éducatif.

Néanmoins, de nombreux atouts et opportunités permettent de mener efficacement cette lutte ont été relevées dans le Sous Secteur. Ce sont notamment :

- la volonté politique nationale fortement exprimée par le Chef de l'Etat, pour l'accès gratuit de tous les enfants à l'éducation de base et la protection et la prise en charge des jeunes en particulier contre le VIH et sida ;
- la priorité accordée aux jeunes dans le Plan Stratégique National de Lutte contre le VIH et sida ;
- l'organisation administrative fortement décentralisée traduite par la répartition des services du Sous Secteur autant dans les zones urbaines que rurales. Cette répartition est contenue et visualisée dans une carte scolaire nationale qui constitue un excellent outil de coordination, de planification et de gestion ;
- la disponibilité d'un large réseau d'enseignants, organisé en syndicats actifs ;
- l'accès facile aux parents d'élèves et aux communautés de base du Sous Secteur par le biais des APEE ;
- l'intérêt marqué de la communauté internationale pour la jeunesse ;
- la contribution technique et financière des secteurs privés laïc et confessionnel à l'éducation ;
- la reconnaissance aux plans national et international du rôle fondamental de l'éducation dans le processus d'adoption de comportements responsables ;
- les dispositions favorables à l'apprentissage et au changement des comportements qui caractérisent les élèves de tous les cycles d'enseignement du Sous Secteur, compte tenu de leur jeune âge ;
- l'existence de journées de forte mobilisation sociale : Jeux Scolaires, Fête Nationale de la Jeunesse, Journée Mondiale de l'Enseignant, Fête Nationale, Journée de l'Enfant Africain, etc. ;

La coordination, le suivi et évaluation, domaine transversal aux deux premiers, permettra d'améliorer la qualité des interventions menées dans le cadre du Programme Sectoriel de Lutte contre le Sida.

La stratégie sectorielle de lutte contre le SIDA ainsi définie place la communauté éducative, première bénéficiaire, au centre de toutes interventions. Il s'agira pour sa mise en œuvre, de réaliser une déconcentration et une décentralisation effectives et de faciliter l'appropriation des interventions par la communauté éducative.

Les établissements scolaires, unités techniques et stratégiques autour des quelles toutes les interventions seront articulées serviront de cadre pour la mise en œuvre des activités. Des structures spécialisées au sein des établissements scolaires (Clubs santé, Gouvernements d'Enfants, associations d'élèves, APEE, Associations de Mères d'Elèves, syndicats d'enseignants, ONG et Diverses autres Associations intervenant en milieu scolaire, etc.) mettront en œuvre les interventions en direction des membres de la communauté éducative.

Dans le cadre de l'éducation préventive, la promotion de la santé et de la prévention de la maladie sera assurée de manière systématique dans tout le Cycle primaire, y compris

l'enseignement normal. Elles se feront par le biais de l'enseignement des connaissances, des attitudes, des compétences et de la mise à disposition de moyens susceptibles d'induire des comportements en faveur de la réduction des risques, de l'amélioration des soins et de l'atténuation de l'impact de la maladie.

Les stratégies et le contenu de l'éducation préventive seront adaptés à chaque cycle d'enseignement, ainsi, à la petite enfance, à la fin du cycle primaire, les élèves recevront de façon continue des informations correctes sur la maladie et acquerront des compétences appropriées pour s'en préserver durant leur vie. Simultanément, les enseignants d'Ecole Normale d'Instituteurs seront systématiquement formés à la dispensation de l'éducation préventive.

Le Sous Secteur Education de Base appuiera par ailleurs d'autres secteurs, notamment ceux de la santé, de la Jeunesse et loisirs, de la Communication, des Affaires Sociales et des Femmes afin qu'ils intègrent l'éducation préventive dans les domaines où les barrières culturelles font obstacles aux modes d'enseignement traditionnel.

Dans le cadre du présent programme sectoriel, la prise en charge médicale et psychosociale des cas comprendra :

- la prise en charge des Infections Sexuellement Transmissibles selon l'approche syndromique, le traitement des Infections Opportunistes liées au VIH et sida, le traitement des carences nutritionnelles pour les OEV en particulier, dans les Inspections Médico scolaires ;
- l'écoute et le soutien psychosocial des élèves et enseignants se feront dans les Centres d'Ecoute, au sein des groupes de parole créés dans chaque établissement scolaire, dans les Inspections Médico scolaires, les Gouvernements des Enfants et les Clubs scolaires créés ou redynamisés à cet effet ;
- l'appui à la mise en place de mécanismes de solidarité tels que les mutuelles d'entraide pour le traitement par les ARV des enseignants et des encadreurs infectés ;
- l'appui scolaire à au moins 1 000 OEV par an, qui complètera les interventions menées spécifiquement en direction de ce groupe vulnérable par les secteurs de la santé, des affaires sociales et le secteur législatif. A cet effet, pour une plus grande synergie des interventions, le Sous Secteur Education de Base travaillera en partenariat avec ces Secteurs dans la planification, le suivi et l'évaluation des interventions en direction de ce groupe spécifique.
- Un appui financier direct annuel fourni aux communautés de base du Sous Secteur (élèves, enseignants, personnel d'appui, parents d'élèves, etc.) pour des activités de sensibilisation de proximité, de soutien aux traitements et de la prise psychosociale en faveur de leurs membres infectés ou affectés.

Le Sous Secteur Education de Base travaillera en outre pour l'instauration dans les établissements scolaires, de programmes axés vers le respect et la protection des enfants et des adolescents, en particulier les filles et les OEV.

La gestion de l'impact du VIH et sida sur le Sous Secteur sera basée sur le renforcement des capacités du système éducatif en matière de planification, de coordination et de suivi des interventions dans le contexte du VIH et sida. A ce titre, il sera tenu compte dans tous les plans de renforcement des capacités du Sous Secteur :

- de l'impact multidimensionnel du VIH sur le Sous Secteur, périodiquement réactualisé par des enquêtes et études ;

- des pertes potentielles des effectifs ;
- de la mise en place de systèmes informatiques de gestion de données épidémiologiques à l'échelon intra sectoriel ;
- du respect des droits de personnes, notamment ceux des employés et leurs proches affectés par le VIH et sida ;
- des aspects liés à la vulnérabilité des filles et des OEV.

La stratégie de communication dans le cadre de la mise en œuvre du Plan Sectoriel Education de Base aura comme éléments clés :

- la sensibilisation de proximité au sein de la communauté éducative en vue de l'adoption de comportements responsables qui sera essentiellement réalisé par des pairs éducateurs formés dans chaque sous groupe spécifique et la mise place des Gouvernements des Enfants (véritables structures d'implication et de participation effectives des enfants dans toutes les activités de lutte contre le sida) dans toutes les écoles primaires ;
- le plaidoyer permanent pour l'adhésion, en direction des acteurs et intervenants, des familles, des communautés du Sous Secteur et des bailleurs de fonds ;
- la production du matériel éducatif et didactique approprié à chaque tranche d'âge de la population cible du Sous Secteur ;
- l'utilisation de canaux variés, particulièrement ceux prisés par les membres de la communauté éducative : radio, télévision, magazines de jeunes, nouvelles techniques de l'information ;
- l'intégration des activités de prévention dans les multiples occasions de mobilisation de la communauté éducative (Jeux Scolaires, etc.)
- la diffusion des données sur la prévalence, l'impact et d'autres résultats des recherches opérationnelles en rapport avec le Sous Secteur.

Au plan programmatique, la stratégie sectorielle de lutte contre le Sida Education de Base sera mise en œuvre de la manière suivante :

Année 1 : Mise en place des structures de gestion du programme à tous les niveaux, renforcement des capacités, réalisation d'enquêtes de référence, mise en place des outils de gestion de l'impact du VIH et sida dans le Sous Secteur, passage à l'échelle de l'éducation préventive, Communication pour le changement de comportement , sensibilisation de proximité, création/redynamisation des Gouvernements des Enfants/Clubs scolaires dans les écoles et des structures de prévention et de prise en charge, appui aux communautés de base du Sous Secteur, plaidoyer en direction des communautés pour l'abandon des pratiques socioculturelles qui augmentent la vulnérabilité des jeunes filles au VIH et sida, promotion en direction des enseignants et des encadreurs, de l'utilisation des condoms, lutte contre la stigmatisation et le rejet des PVVS, appui scolaire et sanitaire aux OEV.

Année 2 : Poursuite des activités d'éducation préventive, de CCC, de mobilisation communautaire, de plaidoyer, de prise en charge, de gestion de l'impact du VIH et sida dans le Sous Secteur et recherche opérationnelle

Année 3 : Renforcement des interventions, poursuite de la recherche opérationnelle, Coordination, suivi et évaluation.

Le budget total pour la mise en œuvre du Plan Sectoriel est estimé à trois milliards cent trente sept millions cinq cent soixante six mille francs CFA (3 137 566 000 frs CFA) répartis de la manière suivante :

- Domaine prioritaire n°1 : Intégration systématique de l'éducation préventive et accès aux services de prévention des IST/VIH et sida : deux milliards six cent quatre vingt deux millions sept cent trente mille francs CFA (2 682 730 000 frs CFA) soit 85,50% du budget total ;
- Domaine prioritaire n°2 : Accès aux services de prise en charge psychosocial et médical des personnes infectées/affectées : deux cent cinquante six millions deux cent quarante mille frs CFA( 256 240 000 frs CFA), soit 8,17% du budget total ;
- Domaine prioritaire n°3 : Aménagement du cadre réglementaire dans le contexte du VIH et sida en milieu scolaire : cinquante quatre millions six cent quatre vingt cinq mille francs CFA( 54 685 000 F CFA), soit 1,8% du budget total ;
- Domaine prioritaire n°4 : Mise en place de la coordination, suivi et évaluation : cent quarante trois millions neuf cent onze mille frs CFA (143 911 000 frs CFA), soit 4,9% du budget total.

Le CNLS appuiera le Sous Secteur Education de Base pour la mobilisation des ressources , auprès des PTF. Cette mobilisation des ressources se fera d'une part à travers des échanges informels avec les potentiels bailleurs de fonds du Sous Secteur, et tous les autres partenaires, d'autre part, dans le cadre de réunions de mobilisation des ressources.

## LISTE DES ABREVIATIONS

|           |  |
|-----------|--|
| AD        | Province de l'Adamaoua   |
| APEE      | Association des Parents d'Elèves et des Enseignants                          |
| ASTRID    | Associated Team of Researchers in Development                                |
| CCC       | Communication pour le Changement de Comportement                             |
| CE        | Province du Centre   |
| CIEE      | Centre d'Information, d'Education et d'Ecoute                                |
| CNLS      | Comité National de Lutte contre le SIDA                                      |
| CERAC     | Cercle des Amis du Cameroun  |
| DPEN      | Délégation Provinciale de l'Education Nationale                              |
| S/DSSAPPS | Sous/Direction de la Santé, du Sport et des Activités Post et Péri-scolaires |
| EN        | Province de l'Extrême Nord   |
| ES        | Province de l'Est  |
| FENASSCO  | Fédération Nationale des Sports Scolaires                                    |
| FNUAP     | Fonds des Nations Unies pour la Population                                   |
| GTC       | Groupe Technique Central   |
| GTZ       | Coopération Technique Allemande  |
| IB        | Infirmier Breveté  |
| IDE       | Infirmier Diplômé d'Etat   |
| IEC       | Information, Education, Communication  |
| IMS       | Inspection Médico-Scolaire   |
| IO        | Infections Opportunistes   |
| IRESO     | Institut de Recherche et des Etudes de Comportements                         |
| IST       | Infections Sexuellement Transmissibles                                       |
| LT        | Province du Littoral   |
| MINCOM    | Ministère de la Communication  |
| MINEDUC   | Ministère de l'Education Nationale   |
| MINESUP   | Ministère de l'Enseignement Supérieur  |
| MINJEUN   | Ministère de la Jeunesse   |
| NO        | Province du Nord   |
| NTIC      | Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication               |
| NW        | Province du Nord Ouest   |

|       |                                     |
|-------|-------------------------------------|
| OEV   | Orphelins et Enfants Vulnérables    |
| OMS   | Organisation Mondiale de la Santé   |
| ONG   | Organisation Non Gouvernemental     |
| PVVIH | Personnes Vivants avec le VIH       |
| UNDP  | United Nations Development Program  |
| PTA   | Parent's Teachers Association       |
| SIDA  | Syndrome d'Immuno Déficience Acquis |
| SU    | Province du Sud                     |

## GLOSSAIRE

- **Bassin pédagogique :**
- **Epidémie :** Maladie infectieuse qui frappe en même temps et en un même endroit un grand nombre de personnes soumises aux mêmes influences.
- **Pandémie :** Maladie qui atteint tout un pays, voire tout un continent.
- OEV :
- PVVS :
- **Activités post et péri scolaires :** il s'agit de toutes les activités qui gravitent autour de l'école et qui concourent à la formation de la personnalité de l'individu. Ce sont donc les activités qui ne s'enferment pas dans les préoccupations didactiques, mais celles qui se font en toute liberté. Il s'agit, comme le disait Federico Mayor, ancien Directeur Général de l'UNESCO pour définir les activités post et péri scolaires, c'est « l'école après l'école ». c'est dans ce cadre que s'inscrivent les Clubs scolaires et particulièrement les Gouvernements d'Enfants.
- **Gouvernements d'Enfants :** C'est une structure créée au sein de l'école constituée et animée par les élèves (filles et garçons) dans le but de prendre une part active à la vie de leur établissement. Il s'agit de la réplique d'un véritable
- **Compétences de Vie Courante (CVC) :**
- **Sida :** Syndrome d'immuno déficience acquise : c'est le stade de la maladie caractérisé par l'apparition des maladies opportunistes et l'augmentation de la charge virale
- **Personne affectée par le VIH :** toute personne dont un des parents directs père, mère, enfants ou conjoint, frère et sœurs est décédé par le fait de VIH ou porte le VIH
- 
- **ARV :** médicaments utilisés dans le traitement de l'infection à VIH pour bloquer la réplication du virus
- 
- **IST :** infections sexuellement transmissibles. Elles constituent les principales portes d'entrée du VIH dans l'organisme



- 
- **Personne infectée par le VIH** : Personne qui a été testée positive au VIH
- 
- **Discrimination** : exclusion délibérée, traitement ou action contre quelqu'un sur la base de la race, de la couleur, la religion, le penchant sexuel, l'âge, le statut matrimonial, la nationalité d'origine, l'état de handicapé. La discrimination entraîne souvent le déni de droits ou de services (emploi, logement, éducation scolaire, prestation de santé, etc....)
- **Infection opportuniste** : infection par un organisme qui ne cause de maladie lorsque les défenses immunitaires sont affaiblies, comme dans le cas d'une infection à VIH dans une phase avancée
- **Stigmatisation** : caractéristique qui « discrédite significativement » un individu aux yeux des autres. Elle peut porter sur la couleur de la peau, l'habitude vestimentaire, l'expression, le comportement d'un ou de plusieurs individus ou peut être totalement arbitraire
- **Test au VIH** : test qui détecte les anticorps au VIH ou le virus lui-même et indique que si la personne testée est porteuse ou non du virus responsable du sida
- **Structures socio sanitaires** : centres de santé, centres d'informations, de prospectives et de conseils, sites de prise en charge des PVVIH à caractère public, privé, associatif, confessionnel ou à but lucratif
- **Prise en charge des PVVIH** : offre de services médicaux (consultations, soins, traitement par des ARV, paquet minimum d'examens biologiques) psychosociaux et nutritionnels
- **Assistance particulière** : service médical, psychosocial, et/ou nutritionnel offert à titre de soins gratuits aux PVVIH très pauvres
- **Incapables** : sujet présentant une défaillance mentale (démence ou pathologique ...) ou physique (maladie grabataire ayant besoin nécessairement d'assistance pour subvenir à ces besoins essentiels)
- **Prestataires de services socio sanitaires** : personne, collectivité ou structure publique, semi-publique ou privée qui offre des services socio sanitaires à une clientèle
- **Personne à risque** : personne à potentiel élevé de transmission du VIH (travailleuse de sexe, homosexuels, utilisateurs de drogues injectables, etc.)
- **Personne vulnérable** : enfants, femmes et toutes autres personnes faibles, exposées aux risques d'infection à VIH
- **Personnes agréées** : personnes physiques ou morale autorisée légalement et statutairement à délivrer un certificat médical ou tout autre document administratif attestant de l'état de santé d'une PVVIH

- **Employeur** : toute personne ou organisation employant des travailleurs dans le cadre d'un contrat de travail écrit ou oral qui établit les droits et devoirs des parties, conformément à la législation et à la pratique nationale. Peuvent être employeurs, le Gouvernement, les pouvoirs publics, les entreprises publiques ou privées, les pouvoirs publics et les particuliers
- 
- **Aménagement** : adaptation de l'emploi ou du milieu de travail qui est raisonnablement réalisable et qui permet à une PVVIH d'avoir accès à l'emploi, de travailler ou d'obtenir de l'avancement
- 
- **Conseil VIH et sida** : technique de communication qui consiste à informer le patient sur le VIH et le sida, le mode de contamination, les moyens de dépistage, de traitement et de prévention ainsi que les conséquences sur les partenaires avant et après le test
- 
- **Genre** : c'est la reconnaissance de la différence au plan fonction et rôle joués dans la vie sociale par l'homme et la femme sans impliquer une différence de traitement.

## **INTRODUCTION**

Cela est connu de tous. Le Cameroun est en situation d'épidémie généralisée, si l'on s'en tient particulièrement au taux de séroprévalence de 5,5% dont 6,8% pour les femmes et 4,1% pour les hommes (EDS III).

Si l'épidémie du sida se caractérise par une féminisation marquée, les jeunes et surtout ceux des villes, constituent l'une des couches les plus vulnérables de notre population.

Devant l'impact tragique sur le développement humain, social et économique et la menace sur l'avenir de la Nation, le Gouvernement de la République a érigé la lutte contre le sida au premier rang des priorités nationales et l'a inscrit comme programme prioritaire dans le Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté (DSRP) depuis 2000.

Par la suite, un processus de planification stratégique dans le cadre de l'intensification et de l'élargissement de la réponse nationale a conduit à l'élaboration du premier plan stratégique national de lutte contre le VIH et sida pour la période 2000-2005.

De plus, la multi-sectorialité qui caractérise la lutte contre le sida au Cameroun est effective à travers les plans sectoriels développés dans les secteurs publics comme privés. L'appui technique, matériel et financier apporté aux comités par le Gouvernement et ses partenaires au développement renforce ainsi le partenariat public-privé.

Cependant, malgré les résultats fort appréciables apportés dans le domaine de la prévention et de la prise en charge des personnes infectées ou affectées à la fin de 2005, l'impact du sida sur la décroissance de la prévalence et sur l'accroissement de la survie de ces PVVS et celle des enfants infectés n'est toujours pas mesurable. Et ce d'autant plus que la prise en charge des orphelins et enfants vulnérables n'a réellement débuté qu'en 2005.

Même si les enfants d'âge scolaire, particulièrement ceux du Primaire ont la prévalence la moins élevée d'infection et, même dans les pays les plus touchés, la grande majorité des élèves ne sont pas atteints de l'infection. Le rôle croissant des secteurs de

l'éducation amène à reconnaître qu'une bonne formation est un des moyens les plus efficaces d'aider les jeunes à éviter le VIH. Pour ces jeunes, il y a un « rayon d'espoir, une possibilité de vivre leur vie sans sida, s'ils arrivent à acquérir les connaissances, les compétences et les valeurs qui les aideront à se protéger pendant qu'ils passent à l'âge adulte. L'acte de fournir aux jeunes le « vaccin social » qui leur est offert par l'éducation leur donne une vraie possibilité de profiter pleinement de la vie.

Mais parce que l'impact du VIH et sida touche à l'offre, à la demande et à la qualité de l'éducation, ce qui constitue une grande menace à la réussite de l'Éducation Pour Tous et des Objectifs de Développement du Millénaire(ODM), le Ministère de l'Education de Base se doit de réagir pour apporter une réponse à l'effet dramatique du VIH et sida sur les secteurs de l'éducation

A cet effet, pour remédier à cette situation, un certain nombre de défis, identifiés par l'évaluation récente du Plan Stratégique « 2000- 2005 » et concernant particulièrement le sous-secteur de l'éducation de base, devront être pris en compte. Il s'agit notamment :

- du « passage à l'échelle des programmes relatifs à la prévention, notamment ceux en direction des jeunes, dans les secteurs publics de l'éducation, du travail et les milieux confessionnels en tenant compte du contexte de féminisation et de jувénilisation de l'épidémie »
- du passage à l'échelle des programmes d'accès aux thérapies antirétrovirales, de prise en charge psychosociale des PVVS, de protection et promotion de leurs droits et de ceux relatifs à la protection et la prise en charge globale des orphelins et enfants vulnérables. (extrait du Plan Stratégique National 2006/2010)

Fort de ce défi qui interpelle tous les secteurs, le Ministère de l'Education de Base, qui comporte en son sein les cibles les plus vulnérables et à risques (que sont respectivement les élèves et les enseignants), a décidé, quant à lui, de renforcer, plus que par le passé, la lutte contre l'épidémie du sida qui gangrène le milieu scolaire.

C'est en ayant à cœur cette fenêtre de l'espoir que le tout premier Plan Stratégique de lutte contre le sida pour le sous-secteur de l'éducation de base pour la période 2009-2011 a été élaboré. Il se veut conforme aux objectifs globaux identifiés par le Plan Stratégique National et comprend 6 principales parties ou sections :

Section 1 : Caractéristiques du Sous-Secteur Education de Base

Section II : Analyse de la réponse actuelle du Sous-Secteur Education de Base

Section III : Cadre stratégique de lutte contre le VIH et sida du Sous-Secteur Education de Base

Section IV : Programme de lutte contre le sida (2009-2011)

Section V : Plan opérationnel

Les objectifs du Plan Stratégique de lutte contre le sida du Sous-Secteur Education de Base se veulent louables. Il s'agit de :

- Réduire le nombre de nouveaux cas d'IST/VIH et sida au sein de la communauté du Sous-Secteur Education de Base par le biais d'une éducation préventive ;
- Réduire la morbidité et l'impact des IST/VIH et sida au sein de la communauté du Sous-Secteur Education de Base par une prise en charge adéquate de personnes infectées ;
- Améliorer la performance et l'impact du Programme de lutte contre le VIH et sida (2009-2011) du Sous-Secteur Education de Base.

Face à l'impact du VIH et sida sur toute la population qui se caractérise notamment par la dégradation sans cesse croissante de la qualité de la vie, la communauté éducative doit se mobiliser en urgence pour reconfigurer les angles des moules dans lesquels elle a jusqu'ici formé et informé la jeunesse. Il s'agit d'un défi à relever : le défi du changement des habitudes et des comportements et de la réforme des mentalités. La victoire de la lutte contre le sida dans la communauté éducative passera par la mise en œuvre heureuse du Plan Stratégique actuel.

## SECTION I

### CARACTERISTIQUES DU SOUS SECTEUR EDUCATION DE BASE

## **1- Cameroun : données générales sur le pays**

Le Cameroun, pays situé en Afrique Centrale s'étend sur une superficie de 475 442 km<sup>2</sup> avec une population d'environ 18 millions d'habitants. Sa position géographique centrale et son bilinguisme institutionnel (anglais et français) lui confèrent un avantage comparatif dans le continent.

Malgré un produit national brut de 668 dollars par habitant et une certaine reprise économique depuis le milieu des années quatre-vingts dix, la pauvreté touche 40,2 % de la population. L'accès aux services sociaux de base de qualité reste de faible niveau et l'on constate des disparités entre hommes et femmes ainsi que des fortes disparités géographiques.

Selon la deuxième Enquête Camerounaise auprès des Ménages (ECAM II) réalisée en 2001, l'incidence de la pauvreté croît avec la taille des ménages. Les femmes sont plus touchées que les hommes : 51,4 % de personnes vivant dans les ménages pauvres sont des femmes.

Le chômage touche près de 16,6 % de la population active, dont 32,3 % en milieu urbain et 8,6 % en zone rurale, avec des pointes dans les villes de Douala et Yaoundé qui enregistrent respectivement des taux de chômage de 38,6 % et 34,5 %.

Au plan social, le système éducatif se caractérise par des disparités selon le lieu géographique et le genre quant à l'accès à l'école et la qualité des enseignements et des apprentissages dispensés. Le taux brut de scolarisation est de 76,2 % chez les filles de 6 à 14 ans contre 81,3 % chez les garçons.

## **2- Analyse de la situation du VIH et Sida au niveau National**

### *2.1. la séroprévalence et le nombre de cas dans la population camerounaise*

Le Cameroun présente un taux de séroprévalence de 5,5% (EDS III, 2004). Ce qui en fait un pays en situation d'épidémie généralisée.

- Prévalence au VIH: 1, 4% pour les jeunes de 15-19 ans, donc 0.6% pour les garçons et 2.2% pour les filles;
- Prévalence au VIH : 5, 5% pour les jeunes de 20-24 ans est de 2.5% pour les garçons et de 7.5% pour les filles;
- Prévalence au VIH : pour les jeunes de 23-24 ans est de 2.2% pour les garçons et de 11.8% pour les femmes ;
- Prévalence au VIH : 5,6% pour les jeunes filles de 15 à 24 des villes de Douala et de Yaoundé
- Prévalence au VIH : 5,7% pour les jeunes filles des zones urbaines contre 3,5% pour les jeunes filles des zones rurales.

## *2.2. la séroprévalence et le nombre de cas chez les élèves*

Aucune étude n'a, jusque qu'à ce jour, été faite pour déterminer le taux de prévalence du VIH chez les élèves. Toutefois, les données fournies par l'EDS III, 2004 donnent les informations selon lesquelles la prévalence chez les jeunes de 15 à 24 ans est de 3,2%, soit 4,8% chez les femmes et 1,4% chez les hommes. Ce qui correspond à un ratio femmes/hommes de 3,4.

Une enquête menée en juillet 2005 par le Bureau de l'UNESCO à Yaoundé, auprès de 3 050 élèves et étudiants, 395 enseignants, 57 administrateurs scolaires et 23 superviseurs d'établissements d'enseignement, a permis de mesurer l'impact de l'épidémie en milieu scolaire. Il ressort de cette enquête que le VIH et le sida sont une menace réelle pour la jeunesse camerounaise, notamment celle âgée entre 9 et 26 ans et plus. Il affecte aussi bien l'offre que la demande en matière d'éducation.

En mars 2008, sur 34 235 malades éligibles au traitement sous ARV, les jeunes de moins de 15 ans en représentaient 4%. D'où la nécessité à intensifier l'offre de services de prévention en direction des jeunes, avenir de la Nation et force motrice de la production.

## *2.3 la séroprévalence et le nombre de cas chez les enseignants et autres personnels*

Les données chiffrées qui pourraient permettre de déduire une prévalence de l'infection à VIH chez le personnel (enseignants, administratifs et personnel d'appui), font cruellement défaut. Cela s'explique par le fait qu'il n'existe pas d'étude relative à cette préoccupation.

## **3. Données comportementales**

### *3.1. Age au premier rapport sexuel*

L'on constate sur la base de l'EDS III-2004, que chez les femmes de 15 à 24 ans, 5% avaient eu leurs premiers rapports sexuels avant 15 ans et 88% avant 18 ans. Dans la même

tranche d'âge chez les hommes, environ 23% ont eu leurs premiers rapports sexuels avant 15 ans et chez les 18-24 ans, 82% ont eu leurs premiers rapports sexuels avant 18 ans.

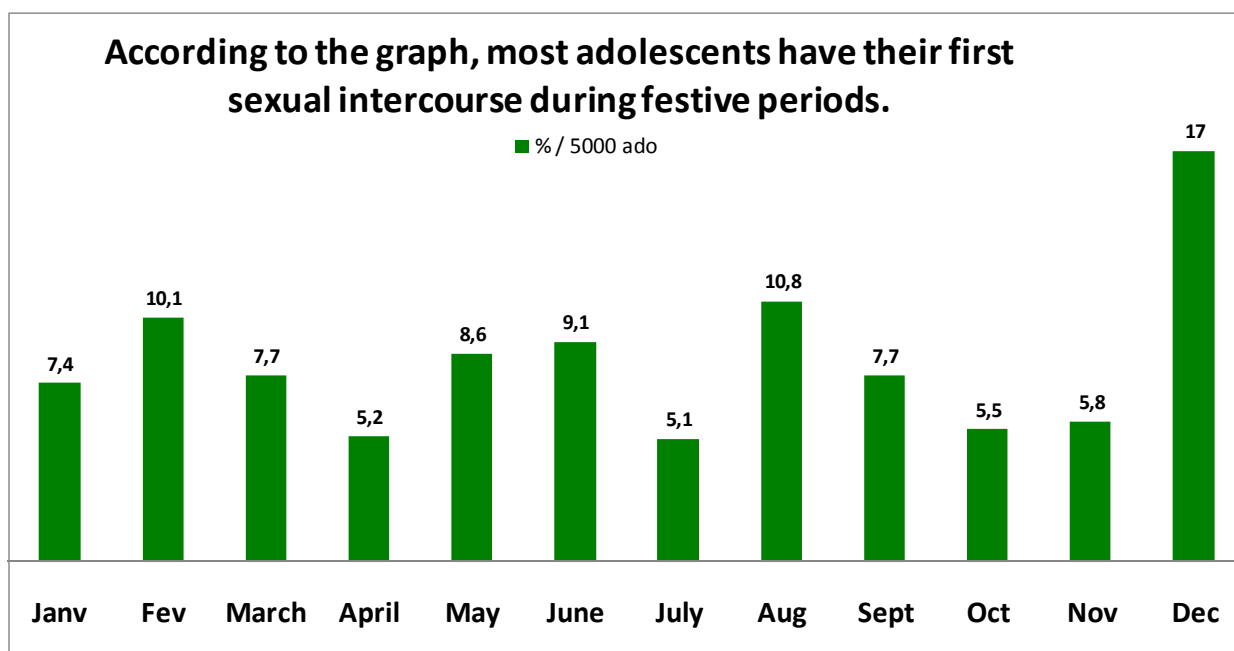
Au cours de cette enquête, seulement 18% de femmes âgées entre 15 et 24 ans ont déclaré avoir utilisé un condom au cours de leurs premiers rapports sexuels contre 27% d'hommes de la même tranche d'âge.

Plus de 2 femmes sur 5 (44%) ont eu des rapports sexuels à risque au cours des 12 derniers mois ayant précédé l'enquête. Chez les hommes, cette proportion est plus élevée puisqu'elle atteint 91%.

Concernant l'application des méthodes de prévention, à savoir abstinence, fidélité et utilisation des condoms par les jeunes de 15 à 24 ans, ceux qui n'ont couru aucun risque de transmission du VIH par voie sexuelle (puisque'ils n'ont jamais eu de rapport sexuel) représente une proportion de 27 % chez les femmes et 38% chez les hommes.

Dans certaines régions du pays, les mariages précoces imposés par les coutumes et déterminés par le faible niveau de scolarisation prédisposent les jeunes filles aux rapports sexuels précoces, suivis généralement de divorce et de plusieurs nouveaux mariages.

La précocité des rapports sexuels et le viol sont aussi souvent la conséquence de la promiscuité, de la pauvreté des familles et de l'influence de leurs pairs.



Source: REGA: Strengthening of Self Support Group; et PGSS: German Cameroon Health/Aids Program Health/Aids Program, date?

### 3.2 Utilisation des préservatifs

Parmi les jeunes femmes ayant eu des rapports à risque, 47% ont déclaré avoir utilisé un préservatif alors que chez les hommes, c'est 57%.

Au niveau du comportement sexuel, on observe en ce qui concerne l'usage des préservatifs, 4% de filles et 7% des garçons reconnaissent les avoir utilisés.

Pour les élèves enseignants, 16 % des filles et 9% des garçons font usage des préservatifs. Ceux-là qui auront pourtant la charge dans la vie active d'inciter les élèves à des comportements responsables, font preuve d'un manque préoccupant de précaution dans les rapports sexuels.

72% de parents pensent que les préservatifs doivent être éloignés de la jeunesse parce que faire leur promotion c'est promouvoir la sexualité chez les jeunes.

### *3.3 Les mythes et perceptions erronées*

- Le sida n'existe pas ;
- Le sida est une invention qui vise à décourager les amoureux ;
- Le sida relève de la sorcellerie ;
- Une personne séropositive peut devenir séronégative si elle entretient des relations sexuelles avec une fille vierge ou une albinos ;
- Le sida est une malédiction ;
- Le phénomène de « cou plié » ou « sugar daddies/mummies » ;
- L'homosexualité ;
- La mystification de l'éducation sexuelle au sein des familles ;
- Les mythes autour de l'efficacité du condom ;
- La perte de l'autorité parentale sur leurs enfants.

On pourrait inclure dans cet ordre d'idées, des aspects liés à la discrimination et à la stigmatisation. Les attitudes de rejet à l'endroit des PVVIH en milieu scolaire constituent un obstacle majeur à la prévention et aux traitements. Elles contribuent également à la dislocation de la communauté éducative.

Dans le primaire, 83% des apprenants adoptent des attitudes de rejet vis-à-vis de leurs camarades ou des enseignants séropositifs. 59% d'enseignants du primaire et 60% dans l'enseignement normal, rejettent leurs collègues vivant avec le VIH.

Les parents ou tuteurs des enfants vivant avec le VIH déclarent à 62% qu'il n'est pas facile de les maintenir à l'école car ils sont toujours pointés du doigt.

### *3.4 La perception du risque*

Selon l'EDS III-2004, les jeunes qui ont déjà eu des rapports sexuels et qui n'ont pas couru de risque de transmission au VIH représentent 21% chez les femmes et 23% chez les hommes. Les jeunes qui ont couru le risque de contracter le VIH parce qu'ils ont adopté des comportements à risque sont de 48% chez les femmes contre 26% chez les hommes.

### *3.5 Les connaissances en matière de modes de transmission du VIH et de compétences de vie courante*

Selon l'EDS III-2004, on note ce qui suit :

- 98% de femmes et 98% d'hommes déclarent connaître, ou avoir déjà entendu parler du VIH et sida ;



- 97% des 15 à 19 ans reconnaissent avoir déjà entendu parler du VIH et sida ;
- 82,9% de femmes contre 91,2% d'hommes croient qu'il y a un moyen d'éviter le VIH et sida.

Pourtant, pour la même tranche d'âge, seuls 21% de femmes et 23% d'hommes déclarent utiliser les préservatifs.

S'agissant des modes de transmission, seuls 44% des élèves citent un seul mode de transmission : la transmission par voie sexuelle. Cela veut dire que les élèves sont très peu avertis sur les risques de transmission.

Si l'on se réfère au rapport UNGASS 2001, la proportion des enseignants ayant effectivement été formés sur le VIH et sida n'est que de 0,3%. Le pourcentage des élèves ayant reçu un enseignement au VIH atteint à peine 1% des effectifs scolarisés dans le primaire.

Dans ces conditions, le Cameroun est loin d'atteindre les objectifs de la Déclaration d'Engagement sur le sida adoptée à la session extraordinaire des Nations Unies de juin 2001, selon laquelle 90% des jeunes devaient acquérir les connaissances nécessaires sur le sida en 2005.

La grande majorité des parents (62%), ne prennent aucune part active dans la lutte contre le VIH et sida et n'initient pas le moindre dialogue avec leurs enfants. Dans les zones rurales, près de 77% de parents d'élèves avouent n'avoir eu aucune discussion avec leurs enfants sur la problématique du VIH. La honte, les tabous sexuels et la gêne peuvent expliquer cette situation.

Pour palier à la faiblesse observée tant dans les programmes scolaires et face à la réticence des parents, les structures extra scolaires se sont impliquées dans la lutte contre le VIH au sein de l'école. Malheureusement, seuls 22,3% des élèves du Primaire y participent.

### *3.6. La lutte contre le sida sur le lieu du travail*

Malgré l'existence d'un Service de l'Action Sociale et d'un Service de la Santé Scolaire au sein de la Direction des Ressources Humaines, il n'existe pas de dispositif réglementaire visant la prévention, l'accès au traitement et soins et la lutte contre la stigmatisation et la discrimination n'a été mise en place sur le lieu de travail pour ce qui concerne le personnel enseignant.

## **4- Analyse du sous –secteur Education de Base**

La Constitution camerounaise du 16 janvier 1996 consacre l'éducation comme une mission fondamentale de l'Etat et garantit l'égalité de chances pour tous les citoyens camerounais. Le Cameroun reconnaît l'éducation comme priorité nationale à travers la loi n° 98/004 du 18 avril 1998 portant orientation de l'éducation nationale au Cameroun.

Conformément à cette loi, l'Education a pour but, de former l'enfant en vue de son épanouissement intellectuel, physique, civique et moral d'une part, et de son insertion harmonieuse dans la société, en tenant compte des facteurs économiques, socioculturels, politiques et moraux de son environnement. Elle constitue l'une des priorités de l'Etat

Camerounais et s'applique aux niveaux d'Enseignement Maternel, Primaire, Post-primaire, Normal, Secondaire Général et Technique.

Le Gouvernement camerounais en outre, a mis en place un dispositif juridique spécifique pour l'accompagnement de l'enseignement privé. Loi N° 2004/022 du 22 juillet 2004 fixant les règles relatives à l'organisation et au fonctionnement de l'enseignement privé au Cameroun.

Le Décret N°2004/320 du 08 Décembre 2004 portant organisation du Gouvernement a vu la création du Ministère de l'Education de Base.

Le Ministère de l'Education de Base est chargé de l'élaboration, de la mise en œuvre et de l'évaluation de la politique du Gouvernement en matière d'Education de Base.

A ce titre il est responsable :

- de l'organisation et du fonctionnement de l'enseignement maternel et de l'enseignement primaire ;
- de l'élaboration, du suivi et de la mise en œuvre de la carte scolaire de cet ordre d'enseignement ;
- de l'élaboration des normes de gestion et d'évaluation des établissements d'enseignement ;
- de la conception et de la détermination des programmes d'enseignement et du contrôle de leur mise en œuvre ;
- de la conception et de la diffusion des normes, règles et procédures d'évaluation des apprenants ;
- de la gestion et de la formation continue des personnels enseignants et auxiliaires ;
- des études et de la recherche sur les méthodes les plus appropriées pour l'éducation de Base ;
- du suivi des écoles coraniques ;
- de la conception et de l'organisation d'activités de lutte contre l'analphabétisme chez les jeunes enfants ;
- de la formation morale, civique et intellectuelle d'âge scolaire.

Conformément aux dispositions du Décret N°2005/140 du 25 avril 2005 portant organisation du Ministère de l'Education de Base, celui-ci est placé sous l'autorité d'un Ministre assisté d'un Secrétaire d'Etat.

Pour l'accomplissement de ses missions, le Ministre de l'Education de Base dispose de :

- un secrétaire particulier ;
- deux (02) Conseillers Techniques ;
- d'une Inspection Générale des Services ;
- d'une Inspection Générale des Enseignements ;
- d'une Administration Centrale ;
- des Services Déconcentrées ;
- d'Etablissements Scolaires et d'Instituts Rattachés ;
- d'Organismes Consultatifs, en ce qui concerne cet ordre d'enseignement

## SECTION II

### ANALYSE DE LA REPONSE ACTUELLE DU SOUS SECTEUR EDUCATION DE BASE

## **I. ACTIONS DE LUTTE CONTRE LE SIDA MENEES PAR LE SOUS SECTEUR EDUCATION DE BASE**

Au-delà des activités organisées dans le cadre du Programme National de Lutte contre le Sida (PNLS), le sous secteur Education de Base a mené quelques actions, en réponse aux ravages causés par l'épidémie du VIH et sida, mais relativement limitées en termes de couverture, de cibles, d'intervenants et d'acteurs, d'outils, de méthodes et de ressources.

### **I.1. Principales interventions**

#### **I.1.1 Activités de plaidoyer**

- La campagne « *Unissons-nous pour nos enfants contre le sida* » en décembre 2005. Il s'agissait d'une marche de 3 000 enfants (300 enfants par région) organisée avec l'appui de l'UNICEF au terme de laquelle ils devraient remettre aux Gouverneurs des Régions une lettre tenant lieu de plaidoyer pour la revendication de la prise en charge totale de tous les enfants infectés par le VIH ;
- « *Sauver des vies* » ou campagne organisée en mai 2006 avec l'appui de Plan-Cameroun pour un plaidoyer en direction des autorités administratives, visant la prise en charge de tous les jeunes malades du sida

#### **I.1.2 Activités de sensibilisation des élèves et des enseignants**

- La « *Leçon de Vie* ». Organisée en décembre 2005 avec l'appui de Plan Cameroun, il s'agissait d'une campagne de sensibilisation des élèves par les élèves visant à attirer l'attention de ceux-ci sur les méfaits de la pandémie sur les jeunes. A cet effet, plus de 3 000 élèves soit 300 environ par région ont été mobilisés pour sensibiliser leurs pairs, soit un total d'environ 100 000 élèves touchés au cours de cette activité ;
- A L'occasion de la Journée Mondiale des enseignants, le 05 Octobre de chaque année, il est organisé, en collaboration avec les syndicats d'enseignants et autres associations, des campagnes de sensibilisation de proximité des personnels tant au niveau central que périphérique ;

- avec l'appui du GTC/CNLS, le MINEDUB organise des campagnes de dépistage volontaire et gratuit à l'adresse de ses enseignants et du personnel d'appui à l'occasion de la célébration des événements spéciaux comme la Journée Internationale de la Femme, la Journée Mondiale de l'enseignant et la Journée Mondiale de lutte contre le sida ;

En ce qui concerne les élèves, dans le cadre des activités post et périscolaires, le Ministère encourage la création au sein des écoles, des clubs dont les contenus d'activités portent entre autres sur la lutte contre le VIH et le sida (sensibilisation par les pairs). C'est dans ce sens qu'on trouve des clubs santé, des clubs anti sida et les Gouvernements d'Enfants dans les 300 Ecoles Amies des Enfants Amies des Filles du Programme de coopération avec l'UNICEF.

### **I.1.3 Activités d'éducation préventive**

Dans l'optique de la lutte contre le VIH et sida dans la Sous Région Afrique Centrale, le Cameroun a élaboré en 2006, grâce à l'appui de la BAD et de l'UNESCO, des curricula et des guides pédagogiques pour l'enseignement de l'Education à la Vie Familiale (EVF), l'Education en Matière de Population (EMP), au VIH et sida aux niveaux primaire, secondaire et normal.

Le 18 janvier 2007, les Ministres en charge de l'Education de Base et des Enseignements Secondaires ont signé un arrêté conjoint introduisant formellement les curricula d'EVF/EMP/VIH et sida dans les programmes d'enseignement et de formation des écoles primaires, des lycées et collèges et des Ecoles Normales.

Depuis 2007, 1896 enseignants dont 515 du Primaire et 176 du Normal, soit 0,83% du total des enseignants de l'Education de Base, ont bénéficié de la formation à l'insertion des modules de VIH et sida dans les programmes d'enseignement.

Avec l'appui de l'UNICEF, le MINEDUB a procédé d'une part à la formation en novembre 2008, de 30 intervenants de la chaîne pédagogique (Inspecteurs Coordonnateurs, Inspecteurs Pédagogiques Régionaux et les Conseillers Pédagogiques) de ses zones d'interventions (le Centre, l'Est, l'Adamaoua, le Nord, l'Extrême Nord et le Littoral) et d'autre part, à la reproduction de 30 000 exemplaires du curriculum et du guide pédagogique. Au terme de ces formations, près de 400 écoles ont été touchées sur un total de 20 000, ainsi que 60 000 élèves sur une population totale de 4 100 000 élèves au Cameroun.

Il importe de signaler l'introduction dans certains établissements confessionnels du Cameroun, des cours sur l'éducation préventive contre les IST/VIH et sida sous la dénomination « Education à Vie et à l'Amour (EVA) ».

## **I.2. Coordination des interventions**

Dans le souci de coordonner et de suivre les activités de lutte contre le sida au sein du MINEDUB, un point focal a été désigné au sein de la Direction des Ressources Humaines/ Sous Direction de la Santé, du Sport et des Activités Post et Périscolaires.

Le point focal a bénéficié des stages de formation portant sur :

- NASA (National AIDS Spending Assessment) ou EF-REDES (Evaluation des flux de ressources et des dépenses nationales contre le VIH et le sida) ;
- Education sexuelle des adolescents et lutte contre le VIH et le sida ;
- La gestion des salles de classe dans un contexte des droits de l'enfant ;
- Planification des activités du secteur éducation dans un contexte marqué par le sida ;
- Mécanismes de suivi/évaluation du PNLIS 2006-2010 ;
- Strengthening contemporary School Health, Nutrition and HIV prevention programmes.

## **II. ANALYSES CRITIQUES DES ACTIONS MENEES**

L'examen critique des actions menées par le MINEDUB fait ressortir une analyse des problèmes, des objectifs et des opportunités.

### ***II.1. analyse des problèmes et des objectifs***

| N°       | ANALYSE DES PROBLEMES   |   | N°       | ANALYSE DES OBJECTIFS  |   |
|----------|---|---|----------|--|---|
|          | PROBLEMES   | CAUSES  |          | OBJECTIFS  | STRATEGIES  |
| <b>1</b> |   |   | <b>1</b> |  |   |
| <b>2</b> | Barrières socioculturelles et perceptions erronées ;          | -Environnement socioculturel et traditionnel souvent en déphasage avec les préoccupations de la prévention de la transmission du VIH et sida<br>- insuffisance d'information et d'éducation | <b>2</b> | - Prendre en compte les valeurs socioculturelles dans la lutte contre le VIH et sida                                 | - sensibilisation des parents (APEE/PTA, AME)<br>- pairs éducations (élèves, enseignants, chefs d'établissements, etc.)             |
| <b>3</b> | Absence de données sur la séroprévalence en milieu scolaire ; | Pas d'enquêtes sectorielles de base sur le VIH et sida  | <b>3</b> | Disposer d'une situation de référence en matière de VIH avant la mise en œuvre du plan sectoriel                     | Mobilisation des fonds du gouvernement et auprès des partenaires<br>Recherche de l'appui technique auprès du CNLS                   |
| <b>4</b> | Rapports sexuels précoces                                     | Pauvreté, promiscuité, les traditions, insuffisance d'informations et d'éducation sexuelle, etc.  | <b>4</b> | - Introduire l'éducation sexuelle dans les programmes d'enseignement<br>-  | - sensibilisation des parents<br>- insertion de l'éducation sexuelle dans les programmes d'enseignement                             |
| <b>5</b> | Faible utilisation des préservatifs;                          | Perception erronée, la honte, l'accessibilité, refus volontaire de l'utilisation, les croyances religieuses   | <b>5</b> | - sensibiliser les enseignants et parents  | - sensibilisation à l'utilisation systématique du préservatif<br>- promotion de l'utilisation du préservatif                        |
| <b>6</b> | Infections sexuellement transmissibles ;                      | Comportements sexuels à risque  | <b>6</b> | -Sensibiliser les enseignants et les parents<br>- Introduire l'éducation sexuelle dans les programmes d'enseignement | - CCC<br>- campagne de dépistage du VIH<br>- référence vers les centres de traitement agréés<br>- identification et soutien des OEV |

|           |  |  |           |   |   |
|-----------|--|--|-----------|---|---|
|           |  |  |           | <ul style="list-style-type: none"> <li>- amener la communauté du sous secteur éducation de base à connaître son statut sérologique</li> <li>- apporter des soins aux personnes infectées et assistance aux OEV</li> </ul> |   |
| <b>7</b>  | Sexualité mal maîtrisée des adolescents ;  | - insuffisance d'information et d'éducation  | <b>7</b>  | - Introduire l'éducation sexuelle dans les programmes d'enseignement  | <ul style="list-style-type: none"> <li>- sensibilisation des parents</li> <li>- insertion de l'éducation sexuelle dans les programmes d'enseignement</li> </ul>   |
| <b>8</b>  | Déni du VIH ;  | Perception erronée, la honte, mauvaise foi, stigmatisation, la peur,   | <b>8</b>  | Sensibiliser la communauté éducative  | CCC   |
| <b>9</b>  | Discrimination/stigmatisation ;  | mauvaise information sur la maladie, le regard des autres, l'absence de cadre réglementaire sur le lieu de travail | <b>9</b>  | Sensibiliser<br>Mettre en place un cadre réglementaire sur le lieu de travail   | <ul style="list-style-type: none"> <li>- CCC</li> <li>- Vulgarisation des directives du BIT sur le VIH et sida</li> <li>- mesures administratives sur les droits et responsabilités des personnels enseignants et non enseignants vivant avec le VIH</li> </ul> |
| <b>10</b> | Informations non adaptées aux cibles ;   | - multiplicité de canaux d'information non adaptée à la cible  | <b>10</b> | Sensibiliser les membres de la communauté éducative<br>Introduire l'éducation sexuelle dans les programmes d'enseignement et de formation   | <ul style="list-style-type: none"> <li>- CCC</li> <li>- insertion de l'éducation sexuelle dans les programmes d'enseignement</li> </ul>   |
| <b>11</b> | Connaissance insuffisante des moyens de prévention et des modes de contamination ; | Insuffisance d'informations et d'éducation   | <b>11</b> | - Introduire l'éducation sexuelle dans les programmes d'enseignement  | - insertion de l'éducation sexuelle dans les programmes d'enseignement  |
| <b>12</b> | Faible encadrement des enfants par leurs parents ;                                 | Démision des parents, faible encadrement des enfants par les parents, pauvreté                                     | <b>12</b> | Sensibiliser les parents  | Sensibilisation des parents   |
| <b>13</b> | faible sensibilisation au niveau des personnels enseignants et administratifs ;    | Absence d'une vision sur le lieu de travail  | <b>13</b> | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Mettre en place un cadre réglementaire sur le lieu de travail</li> <li>- Elaborer un guide déontologique de lutte contre le sida sur le lieu</li> </ul>                          | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Vulgarisation des directives du BIT sur le VIH et sida</li> <li>- mesures administratives sur les droits et responsabilités des personnels</li> </ul>  |



|           |  |  |           |  |   |
|-----------|--|--|-----------|--|---|
|           |  |  |           | de travail dans le sous secteur à l'intention des responsables des établissements scolaires, de l'administration scolaire et des enseignants                         | enseignants et non enseignants vivant avec le VIH   |
| <b>14</b> | faible coordination des interventions au sein du secteur ;   | - Non existence d'un cadre réglementaire de lutte contre le sida<br>- Absence d'une politique de la santé scolaire<br>-                                    | <b>14</b> | - Mettre en place un cadre réglementaire de lutte contre le sida<br>- Elaborer la politique de la santé scolaire du sous secteur en intégrant l'aspect VIH et sida   | - mise en place d'un cadre réglementaire de lutte contre le sida<br>- élaboration de la politique de la santé scolaire en tenant compte de l'aspect VIH et sida |
|           | mariages forcés/précoces ;   | - poids des traditions, pauvreté   |           | Sensibiliser les parents   | Sensibilisation des parents   |
| <b>15</b> | sensibilisation insuffisante des élèves et des enseignants   | - Moyens financiers insuffisants   | <b>15</b> | - mettre plus de moyens pour réaliser des campagnes de sensibilisation ciblées aux élèves et enseignants   | - inscription la lutte contre le VIH et sida dans les activités du Ministère  |
| <b>16</b> | absence d'une plateforme de collaboration entre le MINEDUB et les Associations à Base Communautaire (ABC), les APEE/PTA, les Syndicats et les Communautés Locales Décentralisées (CLD) ; | Non contractualisation des actions   | <b>16</b> | Opérationnaliser la plate forme de collaboration entre le MINEDUB et les partenaires de proximité (ABC, les APEE/PTA, syndicats, communautés locales décentralisées) | mise en place d'un manuel de procédure entre le MINEDUB et les partenaires de proximité   |
| <b>17</b> | faible implication des parents dans les activités de lutte contre le sida au sein des écoles ;   | - faible collaboration entre l'école et les parents<br>- méconnaissance du rôle des parents dans le cadre scolaire<br>- Non contractualisation des actions | <b>17</b> | Renforcer les liens entre l'école et les parents   | mise en place d'un manuel de procédure entre le MINEDUB et les partenaires de proximité   |
| <b>18</b> | faible implication des élèves  | - insuffisance d'informations  | <b>18</b> | - former les élèves à la paire   | - Mise en place des GE dans les écoles  |

|           |   |  |           |   |  |
|-----------|---|--|-----------|---|--|
|           | dans les activités de lutte contre le sida au sein des écoles ;   | et de formation<br>- insuffisance d'activités post et périscolaires organisées par l'école<br>- refus volontaire des responsables d'écoles d'impliquer les élèves<br>- manque de volonté des enseignants<br>- démotivation des enseignants |           | éducation<br>- renforcer les capacités des responsables d'école et des enseignants sur les APPS             | primaires<br>- renforcement des capacités des responsables d'école et des enseignants  |
| <b>19</b> | absence des mesures administratives au profit des personnels vivant avec le VIH du MINEDUB ;  | - absence d'un cadre réglementaire   | <b>19</b> | Mettre en place un cadre réglementaire sur le lieu de travail   | - Vulgarisation des directives du BIT sur le VIH et sida<br>- mesures administratives sur les droits et responsabilités des personnels enseignants et non enseignants vivant avec le VIH |
| <b>20</b> | forte prévalence du VIH au sein des personnels du MINEDUB ;   | - Insuffisance d'informations<br>- la gestion du personnel (dislocation des familles)<br>- comportements à risque des personnels   | <b>20</b> | - Sensibiliser les personnels du MINEDUB<br>- Mettre en place un cadre réglementaire sur le lieu de travail | - Vulgarisation des directives du BIT sur le VIH et sida<br>- mesures administratives sur les droits et responsabilités des personnels enseignants et non enseignants vivant avec le VIH |
| <b>21</b> | faible couverture des activités de lutte contre le sida dans le cadre des APPS ;  | - insuffisance des moyens matériels et financiers  | <b>21</b> | Mobiliser les moyens matériels et financiers  | - inscription de la lutte contre le VIH et sida dans les activités du Ministère  |
| <b>22</b> | sessions de formations initiées dans le cadre de l'insertion formelle des modules du VIH et sida n'ayant couvert que 0,3% d'enseignants sur l'ensemble du territoire national ; | insuffisance des moyens matériels et financiers  | <b>22</b> | Mobiliser les moyens matériels et financiers  | Mobilisation et inscription de la lutte contre le VIH et sida dans les activités du Ministère  |

|           |  |   |           |  |  |
|-----------|--|---|-----------|--|--|
|           |  |   |           |  |  |
| <b>23</b> | absence des supports didactiques (kits d'information, planches à images, etc.) ;   | insuffisance des moyens matériels et financiers     | <b>23</b> | Mobiliser les moyens matériels et financiers   | Mobilisation et inscription de la lutte contre le VIH et sida dans les activités du Ministère  |
| <b>24</b> | curricula et guides disponibles n'existant qu'en langue française ;  | insuffisance des moyens matériels et financiers     | <b>24</b> | Mobiliser les moyens matériels et financiers   | Mobilisation et inscription de la lutte contre le VIH et sida dans les activités du Ministère  |
| <b>25</b> | absence d'un système de gestion à la fois technique et financière de l'information qui rend difficile sinon impossible la collecte des dépenses sur le VIH et sida | - absence d'un cadre performant de suivi/évaluation | <b>25</b> | - Mettre en place un système de suivi/évaluation et de collecte de l'information du niveau central au niveau périphérique et vice versa<br>- mettre en place un suivi comptable et financier<br>- mettre en place un dispositif de suivi des contrats et des marchés | - mise en place d'un système comptable et financier pour le suivi de la dépense dans le cadre du plan sectoriel (éligibilité de la dépense, déclencheur de la dépense, rapport et justification) |
| <b>26</b> | Insuffisance du personnel médico-sanitaire   | Non mise à disposition des personnels               |           | Mettre à disposition du MINEDUB un personnel Médico sanitaire  | Etat de besoins et sollicitation du MINSANTE   |

## II.2. Les opportunités

- Engagement politique ou volonté des pouvoirs publics d'assurer à tous les enfants et les jeunes des soins de santé et une éducation de base de qualité ;
- Intérêt marqué par les communautés nationale et internationale pour la protection des enfants et des jeunes contre les IST/VIH et sida ;
- Partenariat avec des structures comme : UNESCO, UNICEF, UNFPA, Banque Mondiale, BAD, Plan Cameroun, etc. ;
- Existence des structures non étatiques organisées telles que les Organisations à Base Communautaire (OBC), les APEE/PTA, les Syndicats et les Communautés Locales Décentralisées (CLD) disposant de ressources humaines et matérielles pouvant contribuer à la lutte contre le VIH et sida en milieu scolaire ;
- Disponibilité des curricula et des guides de formation ;
- Disponibilité de 83 319 enseignants (donc 12 115 pour le préscolaire, 69 544 pour le Primaire et 1 660 pour le Normal) capables de faire adopter aux élèves des connaissances et compétences pour lutter contre le VIH et sida ;
- Existence des services médicaux, des clubs santé, des Gouvernements d'Enfants et d'Associations actives au sein des écoles qui peuvent servir de cadre pour la mise en œuvre des activités de lutte contre le VIH et sida;
- Organisation administrative du sous secteur Education de Base représenté aussi bien dans les zones urbaines que rurales et qui permet une bonne couverture nationale des activités de lutte contre le VIH et sida;
- Existence des Inspections Médico-Scolaires (IMS) permettant aux élèves et aux encadreurs de bénéficier des conseils en matière des IST, du VIH et sida et des infections opportunistes;
- Existence des journées de forte mobilisation sociale telles que la FENASSCO, la Fête Nationale de la Jeunesse, la Journée de l'enseignant, la Fête Nationale, la Journée de l'enfant africain, la journée internationale de la femme, la journée mondiale de lutte contre le sida ;
- Le secteur a une cible de 263 855 au préscolaire, 3 201 477 élèves au primaire et 6 920 élèves maîtres facilement mobilisable et organisée. Cette cible, de part son âge peut développer plus facilement les comportements pour lutter contre le sida;
- Présence d'une majorité de femmes dans le corps enseignant (43 256 sur 83 319, soit environ 51%) est un avantage d'une part pour le bon encadrement des apprenants et d'autre part pour la mise en œuvre du programme en tenant compte des cibles prioritaires du PNLS 2006-2010 ;
- L'existence d'un cadre national de coordination des activités de lutte contre le VIH et sida fonctionnel à même d'offrir un cadre de concertation multisectoriel efficace et un appui technique effectif

*Tableau récapitulatif des bénéficiaires du Programme*

| Ordres d'enseignement | Elèves    |           |           | Enseignants et personnel d'appui |        |        |
|-----------------------|-----------|-----------|-----------|----------------------------------|--------|--------|
|                       | Total     | Filles    | Garçons   | Total                            | Femmes | Hommes |
| Maternel              | 263 855   | 132 369   | 131 486   | 12 115                           | 11 759 | 356    |
| Primaire              | 3 201 477 | 1 468 603 | 1 732 874 | 69 544                           | 30 742 | 38 802 |
| ENIEG                 | 6 920     | 4 330     | 2 590     | 1 660                            | 755    | 905    |
| Total                 | 3 472 252 | 1 605 302 | 1 866 950 | 83 319                           | 43 256 | 40 063 |

*Tableau évolutif des effectifs des enseignants et personnels d'appui*

| Ordres<br>d'enseignement | 2006/2007 |        |        | 2007/2008 |        |        |         |
|--------------------------|-----------|--------|--------|-----------|--------|--------|---------|
|                          | Hommes    | Femmes | Total  | Hommes    | Femmes | Total  |         |
| Préscolaire              | 397       | 11 949 | 12 349 | 356       | 11 759 | 12 115 | -234    |
| Primaire                 | 42 075    | 30 752 | 72 827 | 38 802    | 30 742 | 69 544 | - 3283  |
| ENIEG                    | 587       | 565    | 1 152  | 905       | 755    | 1660   | + 508   |
| Total                    | 43 059    | 43 269 | 86 328 | 40 063    | 43 256 | 83 319 | - 2 909 |

### **SECTION III**

## **CADRE STRATEGIQUE DE LA LUTTE CONTRE LE VIH/SIDA DU SOUS SECTEUR EDUCATION DE BASE**

## **I. RAPPEL DES ORIENTATIONS DU PLAN STRATEGIQUE NATIONAL DE LUTTE CONTRE LE SIDA (2006 – 2010)**

Les objectifs du Gouvernement camerounais en matière de lutte contre le VIH et sida sont les suivants :

- Réduire le nombre de nouvelles infections dans la population générale ;
- Tendre vers l'accès universel aux traitements et aux soins pour les personnes vivant avec le VIH y compris les enfants ;
- Réduire l'impact global du VIH et sida sur les orphelins et enfants vulnérables.

## **II. PRINCIPES DIRECTEURS**

### **II.1. Principes directeurs de la stratégie du Sous Secteur de l'Education de Base :**

- Atteindre l'universalisation du cycle primaire pour réaliser en 2015 l'achèvement universel de six années de scolarisation, une amélioration de la qualité des services éducatifs offerts et un financement privé des services limités à ceux des parents qui le souhaitent et en ont les possibilités ;
- Etendre la couverture du préscolaire (enseignement maternel), notamment le développement de l'expérience communautaire au bénéfice des populations rurales, en particulier les plus défavorisées ;
- Assurer une régulation des flux dans le cycle primaire et vers le cycle secondaire ;
- Assurer un partenariat efficace et bien coordonné des parties prenantes au système éducatif ;
- Assurer une gestion déconcentrée et décentralisée renforcée, transparente et efficace ;
- Libéraliser l'offre éducative ;
- Réduire toutes sortes de disparité (égalité et équité) ;
- Atteindre des normes de qualité les plus élevées ;
- Stimuler la demande éducative de base.

### **II.2. Principes directeurs en référence au VIH :**

Les principes suivants garantiront l'efficacité et la pérennité des interventions en matière de lutte contre le sida dans le Sous Secteur Education de Base :

- L'implication du MINEDUB au financement, à la mise en œuvre, au suivi et à l'évaluation du Plan Stratégique de lutte contre le VIH et sida du Sous Secteur Education de Base ;
- Le développement des partenariats et contractualisation des interventions ;
- L'approche déconcentrée et décentralisée privilégiant la responsabilisation des acteurs à la base et l'accompagnement par le niveau central ;
- L'intégration systématique de la prévention du VIH et sida dans les programmes de formation de toutes les écoles primaires et maternelles ;
- L'adaptation des contenus et des stratégies d'intervention à l'âge de l'enfant et aux valeurs socioculturelles positives endogènes ;
- L'organisation des programmes de prévention et prise en charge en matière de VIH et sida doit être en faveur des enfants ;
- Prise en compte des aspects genre dans la lutte contre le VIH et sida dans la lutte contre le sida dans le sous secteur ;
- Prise en compte de l'approche droit de l'enfant dans les activités de lutte contre le sida du sous secteur ;
- La reconnaissance du droit de l'enfant à l'éducation et la santé ;
- La reconnaissance et le renforcement des droits élèves et enseignants et autres personnels non enseignants, vivant avec le VIH et sida;
- La non discrimination et la non stigmatisation vis-à-vis des enseignants et des élèves et autres personnels non enseignants infectés par le VIH et sida et le respect de la confidentialité de leur statut sérologique avéré ou supposé ;
- La systématisation de la planification, du suivi et de l'évaluation aux différents niveaux par une approche ascendante ;
- La recherche des consensus par de larges consultations des acteurs dans l'élaboration des programmes ainsi que la participation effective des bénéficiaires aux activités de lutte contre le VIH et sida;
- L'équité dans la prise en charge par l'accompagnement et le soutien des personnes infectées et affectées (élèves et enseignants, et autres personnels non enseignants du MINEDUB) ;
- La mise en place et le renforcement des clubs et Associations des élèves ; enseignants et des parents dans les établissements.



### III.OBJECTIFS STRATEGIQUES DU PROGRAMME

#### III.1.Objectifs stratégiques :

- Réduire le nombre de nouveaux cas d'IST/ VIH et sida au sein de la communauté du Sous Secteur Education de Base par le biais d'une éducation préventive appropriée.
- Réduire la morbidité et l'impact des IST/ VIH et sida au sein de la Communauté du Sous Secteur Education de Base par une prise en charge adéquate de personnes infectées.
- Améliorer la performance et l'impact du Programme de lutte contre le VIH et sida (2009 – 2011) du Sous Secteur Education de Base.

#### III.2. Objectifs spécifiques:

**Domaine 1** : Intégration systématique de l'éducation au VIH et sida et accès au service de prévention des IST/VIH et sida

**1.1. D'ici** 2011, porter à au moins 10%, la proportion des élèves des écoles primaires et normales d'instituteurs qui ont acquis des connaissances et des compétences appropriées de base à ce niveau, sur les IST/ VIH, sida et EVF les IST, VIH et sida, EVF et EMP

**1.2.** Réduire le nombre de nouveaux cas d'IST/ VIH et sida au sein de la communauté du Sous Secteur Education de Base par le biais d'une éducation préventive appropriée

**1.3.** D'ici 2011, créer au niveau central et dans au moins 10% des écoles maternelles, primaires, et normales d'instituteurs des points d'informations en IST, VIH et sida

**Domaine 2** : Accès aux services de prise en charge psychosocial des personnes infectées et affectées

**2.1.** Assurer la prise en charge médicale correcte d'au moins 25%, les cas d'IST et d'IO se présentant dans les IMS

**2.2.** Assurer la prise en charge psychosociale, des personnes infectées par le VIH et sida au sein de la Communauté du Sous Secteur Education de Base

**2.3.** Réduire d'au moins 25%, l'impact du VIH et sida et la demande en matière d'éducation chez les OEV

**2.4.** Réduire d'au moins 25%, l'impact du VIH et sida sur l'offre et la qualité de l'éducation

**Domaine 3** : Aménagement du cadre réglementaire dans le contexte du VIH et sida en milieu scolaire

**3.1.** Créer un environnement favorable à la lutte contre le VIH et sida au sein du sous secteur éducation de base

## **Domaine 4** : Mise en place de la coordination, suivi et évaluation

### **4.1.** Mettre en place une coordination du programme

**4.2.** Suivre les progrès de la mise en œuvre du Programme de lutte contre le VIH et le sida en termes d'apports et de produits et résultats pour chaque domaine d'intervention prioritaire dans le Sous Secteur Education de Base

**4.3.** Mesurer l'impact du VIH et du sida dans le cadre du Plan Stratégique du Sous Secteur Education de Base

## **IV. POPULATION CIBLE**

La population ciblée par la réponse est l'ensemble de la Communauté du Sous Secteur Education de Base (cf. Carte scolaire de l'éducation de base 2006 – 2007). Il s'agit notamment de :

- Communauté des élèves du primaire, de la maternelle et écoles normales d'instituteurs (effectif : 3 472 252) ;
- Communauté des enseignants du primaire, de la maternelle et écoles normales d'instituteurs (effectif : 83 319) ;
- Communauté du personnel non enseignant (technique et administratif) ;
- Personnel d'appui au sein du Sous Secteur Education de Base ;
- Parents d'élèves (Associations des parents et des mères d'élèves).

## **V. DOMAINES PRIORITAIRES D'INTERVENTION**

Sur la base des analyses de la situation et de la réponse du Ministère de l'Education de Base face au VIH et sida, quatre (04) domaines d'interventions prioritaires ont été retenus en raison de leur capacité à inverser la tendance des IST/VIH et sida au sein de ce Sous Secteur.

Il s'agit de :

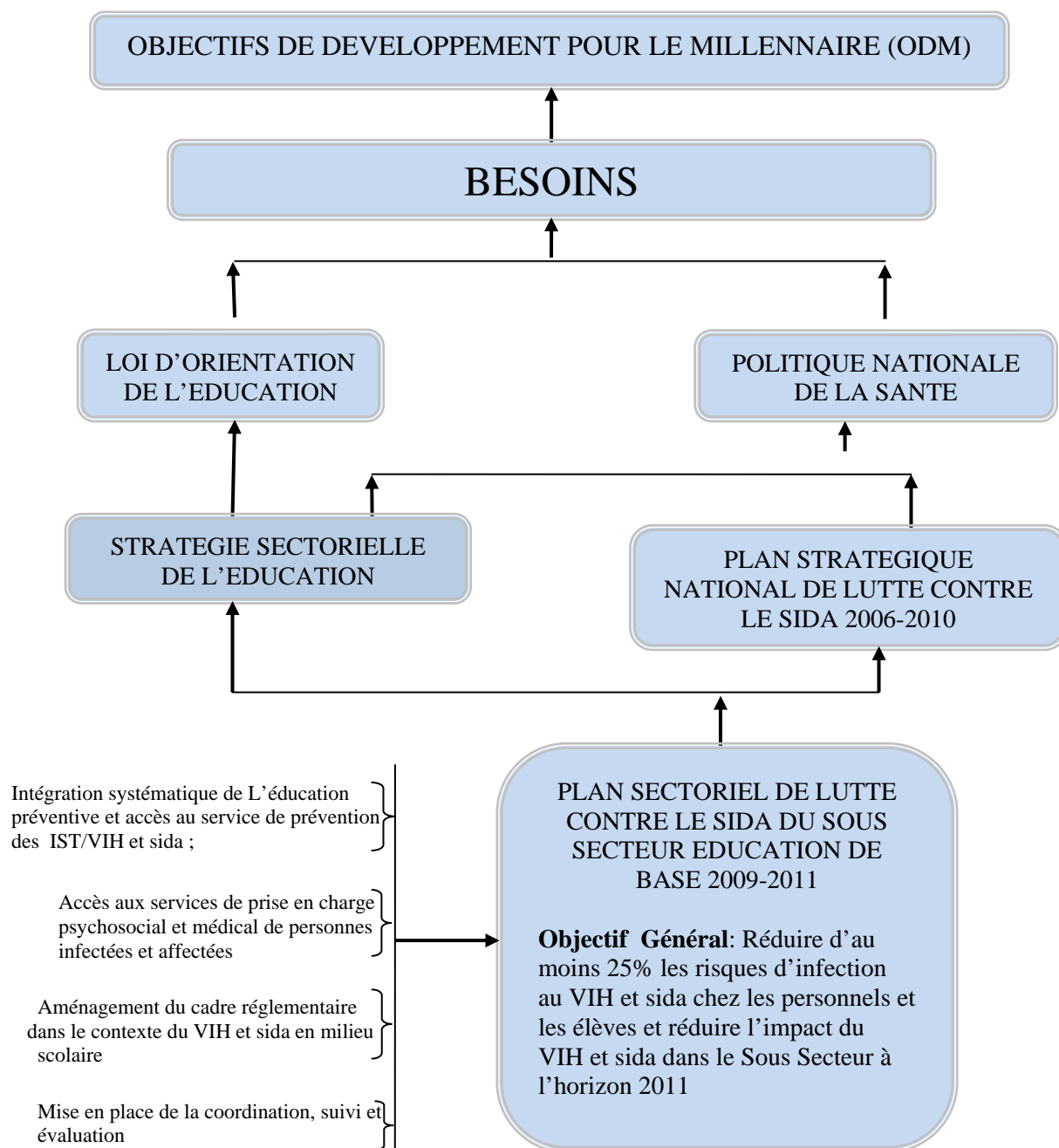
**Domaine 1** : Intégration systématique de l'éducation préventive et accès au service de prévention des IST/VIH et sida;

**Domaine 2** : Accès aux services de prise en charge psychosocial et médical de personnes infectées et affectées;

**Domaine 3** : Aménagement du cadre réglementaire dans le contexte du VIH et sida en milieu scolaire ;

**Domaine 4** : Mise en place de la coordination, suivi et évaluation.

*figure* : Plan stratégique de lutte contre le sida du sous secteur Education de Base et ODM



**SECTION IV**

**PROGRAMME DE LUTTE CONTRE LE VIH/SIDA**  
**(2009-2011)**

Le Plan sectoriel de lutte contre sida de l'éducation de base 2009-2011 s'articule autour de quatre domaines prioritaires :

**Domaine 1 :** Intégration systématique de l'éducation préventive et accès au service de prévention des IST/VIH/SIDA ;

**Domaine 2 :** Accès aux services de prise en charge psychosocial et médical de personnes infectées et affectées;

**Domaine 3 :** Aménagement du cadre réglementaire dans le contexte du VIH et sida en milieu scolaire

**Domaine 4 :** Mise en place de la coordination, suivi et évaluation.

Ce plan se décline conformément au tableau ci-dessous :

1. Programme de lutte contre le VIH et sida du sous secteur Education de Base 2009-2011

| <b>Domaine Prioritaire 1 : Intégration systématique de l'éducation préventive et accès au service de prévention des IST/VIH et sida</b> |  |
|---|--|
| <b>Objectif 1.1</b>   | D'ici 2011, porter à au moins 10%, la proportion des élèves des écoles primaires et normales d'instituteurs qui ont acquis des connaissances et des compétences appropriées de base à ce niveau, sur les IST/ VIH, sida et EVF les IST, VIH et sida, EVF et EMP  |
| <b>stratégie</b>  | Enseignement des connaissances (élèves, élèves maîtres) et acquisition des compétences (élèves maîtres) en matière de formation sur l'EVF, EMP et sur les IST/VIH et sida  |
| <b>activités</b>  | <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ <b>activité 1:</b> tenue d un atelier de validation des supports pédagogiques et du kit d'informations sur l EVF, EMP, VIH et sida à l'intention des enseignants</li> <li>➤ <b>activité 2 :</b> reproduction du kit d'information sur l élève en EVF/EMP/VIH et sida à l'intention des enseignants</li> <li>➤ et achat de supports pédagogiques</li> <li>➤ <b>activité 3 :</b> tenue d un atelier de validation du manuel de l élève en EVF/EMP/VIH et sida</li> <li>➤ <b>activité 4 :</b> reproduction du manuel de l élève en EVF/EMP/VIH et sida</li> <li>➤ <b>activité 5 :</b> Distribution du manuel de l'élève</li> <li>➤ <b>activité 6 :</b> reproduction de 100 000 curricula et 100 000 guides pédagogiques sur l'EVF/EMP/VIH et sida</li> <li>➤ <b>activité 7 :</b> tenue de 02 ateliers de formation aux techniques d'animation et de formation à l'utilisation des curricula et des guides pédagogiques à l'intention des intervenants régionaux de la chaîne pédagogique (Inspecteurs coordonnateurs, Inspecteurs pédagogiques régionaux, conseillers pédagogiques);</li> <li>➤ <b>activité 8 :</b> tenue 10 ateliers de formation aux techniques d'animation et de formation à l'utilisation des curricula et des guides pédagogiques à l'intention des Inspecteurs d'Arrondissement de l'Education de Base ;</li> <li>➤ <b>activité 9 :</b> tenue de 10 ateliers de formation des professeurs des ENIEG sur l'enseignement de l'EVF et d'IST/VIH et sida ;</li> <li>➤ <b>activité 10 :</b> mise en place au sein de chaque ENIEG un centre d'information et de documentation pour les élèves maîtres et enseignants, sur l'EVF et les IST/VIH et sida</li> <li>➤ <b>activité 11.</b> tenue de 275 ateliers de formation des enseignants du primaire sur l'enseignement de l'EVF/EMP/VIH et sida (formation au sein des ENIEG)</li> <li>➤ <b>activité 12 ;</b> tenue d un atelier de formation des leaders syndicaux sur l'enseignement de l'EVF/EMP/VIH et sida</li> <li>➤ <b>activité 13 :</b> organisation d'un atelier de conception et de production des supports d'information sur le VIH et le sida</li> <li>➤ <b>activité 14 :</b> multiplication et mise à la disposition des responsables des points d'informations des services centraux, régionaux et des écoles des supports d'informations</li> </ul> |
| <b>Sous objectif 1.2.</b>   | <b>Réduire le nombre de nouveaux cas d'IST/ VIH et sida au sein de la communauté du Sous Secteur Education de Base par le</b>  |

|   |   |
|---|---|
|   | <b><i>biais d'une éducation préventive appropriée</i></b>   |
| <b>stratégie</b>  | <i>Communication pour le changement de comportement</i>   |
| <b>activités</b>  | <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ <b>activité 1</b> – organisation des campagnes de CCC à l'intention des enseignants et des parents ;</li> <li>➤ <b>activité 2</b> - – organisation des campagnes de CCC à l'intention des enseignants et des parents des campagnes de dépistage volontaire à l'occasion de la Journée Mondiale des Enseignants.</li> <li>➤ <b>activité 3.</b> organisation d'une olympiade annuelle par région entre les écoles primaires sur la SRA, l'EVF/EMP/VIH et sida</li> </ul>   |
| <b><i>Sous objectif 1.3.</i></b>  | D'ici 2011, créer au niveau central et dans au moins 10% des écoles maternelles, primaires, et normales d'instituteurs des points d'informations en IST, VIH et sida  |
| <b>stratégie</b>  | <b>Amélioration de l'accessibilité et de la disponibilité de l'information</b>  |
| <b>Activités</b>  | <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ <b>activité 1</b> : Production et distribution du manuel d'animation des Gouvernements d'Enfants ;</li> <li>➤ <b>activité 2</b> : création/redynamisation des clubs scolaires et les des gouvernements d'enfants dans les écoles ;</li> <li>➤ <b>activité 3</b> : Dotation de chaque ENIEG d'un centre de documentation et d'information sur le VIH et sida ;</li> <li>➤ <b>activité 4</b> : signature d'un contrat avec l'ACMS (association camerounaise de marketing social).</li> </ul>   |
| <b>Domaine Prioritaire 2 : Accès aux services de prise en charge psychosocial et médical des personnes infectées et affectées</b> |   |
| <b><i>Sous objectif 2.1.</i></b>  | <b><i>Assurer la prise en charge médicale correcte d'au moins 90%, les cas d'IST et d'IO se présentant dans les IMS</i></b>   |
| <b>stratégie</b>  | <b><i>Renforcement des capacités</i></b>  |
| <b>Activités</b>  | <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ <b>activité 1</b> : équipement de 10 IMS existantes en matériel de consultation pour une prise en charge adéquate des IST et des IO</li> <li>➤ <b>activité 2</b> : organisation de 05 ateliers de renforcement de capacité des personnels des 10 IMS et infirmeries des établissements scolaires à la prise en charge correcte des cas d'IST et IO liées au VIH/SIDA ;</li> <li>➤ <b>activité 3</b> : approvisionnement en médicaments essentiels (y compris des produits d'apport vitaminique) et en consommables de laboratoire, les 10 IMS existantes et les infirmeries d'établissements scolaires existantes</li> </ul> |

|  |   |
|--|---|
| <i>Sous objectif 2.2.</i>  | <i>Assurer la prise en charge psychosociale, des personnes infectées par le VIH et sida au sein de la Communauté du Sous Secteur Education de Base</i>  |
| Stratégie  | <i>Référence au CTA et UPEC les plus proches</i>  |
| Activités  | <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ <b>activité 1</b> : information et sensibilisation sur le VIH et sida lors des événements spéciaux (journée de l'enseignant, FNJ, Fête de l'unité, JEA, JMLS...)</li> <li>➤ <b>activité 2</b> : Organisation par les IMS de 5 séances de dépistage volontaires et gratuits par région lors des événements spéciaux</li> </ul>  |
| <i>Sous objectif 2.3.</i>  | <i>Réduire d'au moins 25%, l'impact du VIH et sida et la demande en matière d'éducation chez les OEV</i>  |
| Stratégie  | <i>Soutien matériel aux OEV</i>   |
| Activités  | <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ <b>activité 1</b> : acquisition et distribution du matériel pédagogique (manuels, cahiers, stylos à bille et uniformes) à au moins 1000 OEV par an ;</li> <li>➤ <b>activité 2</b> : mise en place d'un cadre de concertation entre le MINEDUB et le MINAS, le CNLS, ONGs pour la prise en charge des OEV scolarisés</li> </ul>   |
| <i>Sous objectif 2.4.</i>  | <i>Réduire d'au moins 25%, l'impact du VIH et sida sur l'offre et la qualité de l'éducation</i>   |
| stratégie  | <i>maintien du niveau de productivité des enseignants et réduire la discrimination et la stigmatisation à l'école</i>   |
| Activités  | <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ <b>activité 1</b> : soutien et encouragement pour la création de 10 amicales des enseignants affectés et infectés par le VIH et le sida (un par région);</li> <li>➤ <b>activité 2</b> : Plaidoyer auprès du MINSANTE pour l'augmentation du personnel Médico sanitaire en service au MINEDUB;</li> </ul>   |
| <b>Domaine Prioritaire 3 : Aménagement du cadre réglementaire dans le contexte du VIH et sida en milieu scolaire</b> |   |
| <i>Objectif</i>  | <i>Créer un environnement favorable à la lutte contre le VIH et sida au sein du sous secteur éducation de base</i>  |
| stratégie  | <i>Mise en place d'un environnement favorable</i>   |
| Activités  | <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ <b>activité 1</b> : Mise en place d'un cadre réglementaire sur le lieu de travail ;</li> <li>➤ <b>activité 2</b> : Mise en place d'une plate forme fonctionnelle de collaboration entre le MINEDUB et les partenaires de proximité (OBC, les APEE/PTA, AME, Associations de personnes vivants avec le VIH, syndicats, communautés locales décentralisées) ;</li> <li>➤ <b>activité 3</b> : Mise en place d'un cadre réglementaire de lutte contre le sida favorable aux enfants;</li> <li>➤ <b>activité 4</b> : Elaboration de la politique de la santé scolaire du sous secteur en intégrant l'aspect VIH et sida ;</li> <li>➤ <b>activité 5</b> : Elaboration d'un guide déontologique de lutte contre le sida sur le lieu de travail dans le sous secteur à l'intention des responsables des établissements scolaires, de l'administration scolaire et des enseignants</li> </ul> |



|   |  |
|---|--|
|   | <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ <b>activité 6</b> : Reproduction et distribution du guide déontologique de lutte contre le sida sur le lieu de travail dans le sous secteur à l'intention des responsables des établissements scolaires, de l'administration scolaire et des enseignants</li> <li>➤ <b>activité 7</b> : appui aux activités des associations des enseignants vivant avec le VIH et les syndicats</li> <li>➤ <b>activité 8</b> : organisation d'un atelier de renforcement des capacités des leaders d'associations des enseignants vivants avec le VIH et les syndicats, en counselling</li> <li>➤ <b>activité 9</b> : Elaboration d'un texte réglementaire pour la mise en place des Gouvernements d'enfants</li> </ul>  |
| <b>Domaine Prioritaire 4: Mise en place de la coordination, suivi et évaluation</b> |  |
| <b>Objectif 4.1</b>   | <b><i>Mettre en place une coordination du programme</i></b>  |
| Stratégie   | mise en place d'un cadre institutionnel de coordination  |
| Activités   | <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ <b>activité 1</b> : Désignation des membres des organes de coordination et de gestion de la lutte contre le Sida dans le Sous secteur Education de Base</li> <li>➤ <b>activité 2</b> : Acquisition du matériel et des fournitures de bureau pour les structures de gestion du programme sectoriel à tous les niveaux ;</li> <li>➤ <b>activité 3</b> : Acquisition d'un (01) véhicule tout terrain pour la supervision des activités de lutte contre le sida du secteur</li> <li>➤ <b>activité 4</b> : Tenue d'une réunion annuelle de coordination et de suivi des activités au niveau central</li> <li>➤ <b>activité 5</b> : Tenue d'une réunion annuelle de coordination et de suivi des activités au niveau régional</li> <li>➤ <b>activité 6</b> : Tenue de deux (2) réunions semestrielles de coordination et de suivi des activités au niveau départemental</li> <li>➤ <b>activité 7</b> : Tenue de quatre (4) réunions trimestrielles de coordination et de suivi des activités au niveau arrondissement</li> <li>➤ <b>activité 8</b> : Organisation d'un atelier d'imprégnation des responsables nommés au sein des structures de gestion, sur les mécanismes et les méthodes de coordination, de suivi et d'évaluation du plan de lutte contre le sida et les IST</li> <li>➤ <b>activité 9</b> : Organisation d'une session de renforcement des capacités de tous les points focaux</li> <li>➤ <b>activité 10</b> : Organisation (par les services centraux) d'une mission de supervision par an des activités de formation des enseignants à l'utilisation du curriculum et de guide de pédagogie sur l'EVI/EMP/VIH et sida</li> <li>➤ <b>activité 11</b> : Organisation d'un atelier annuel de micro planification</li> <li>➤ <b>activité 12</b> : Création d'un site web pour le programme</li> <li>➤ <b>activité 13</b> : Traduction des documents du programme</li> </ul> |
| <b>Sous objectif 4.2.</b>   | <b><i>Suivre les progrès de la mise en œuvre du Programme de lutte contre le VIH et le sida en termes d'apports et de produits pour chaque domaine d'intervention prioritaire, et mise en place d'outils efficaces pour l'évaluation et le contrôle de l'impact du VIH et sida dans le Sous Secteur Education de Base</i></b>  |

|                          |   |
|--------------------------|---|
| Stratégie                | Mise en place d'un système de suivi/évaluation  |
| Activités                | <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ <b>activité 1</b> : Organisation d'un atelier d'élaboration des indicateurs et des outils de collecte des données</li> <li>➤ <b>activité 2</b> : Mise en place d'un plan de suivi des performances</li> <li>➤ <b>activité 3</b> : Recueil et transmission (sur support) des données vers le niveau central</li> </ul>            |
| <i>Sous objectif4.3.</i> | <i>Mesurer l'impact du VIH et sida dans les interventions menées dans le cadre du Plan Stratégique du Sous Secteur Education de Base pour la période 2009 – 2011</i>  |
| Stratégie                | <i>Evaluation du programme</i>  |
| Activités                | <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ <b>activité 1</b> : réalisation d'une enquête de base en synergie avec la mise à jour de la carte scolaire</li> <li>➤ <b>activité 2</b> : réalisation d'une évaluation à mi parcours</li> <li>➤ <b>activité 3</b> : réalisation d'une évaluation finale</li> </ul>   |
| <i>Sous objectif4.4.</i> | <i>Disposer des moyens nécessaires pour mener les activités de lutte contre le sida dans le Sous Secteur Education de Base</i>  |
| <b>Stratégie</b>         | <i>Mobilisation et gestion des ressources</i>   |
| <b>Activités</b>         | <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ <b>activité 1</b> : Inscription une ligne budgétaire pour la lutte contre le VIH et le sida</li> <li>➤ <b>activité 2</b> : Cérémonie de validation du document du plan stratégique par l'ensemble des partenaires éducatifs</li> <li>➤ <b>activité 3</b> : Renforcements des partenariats et recherche de financement</li> </ul> |

## 2. Coordination et gestion du programme

### 2.1. Acteurs et rôles du programme

| ACTEURS  | NIVEAUX   | COMPOSITION  | RÔLE  |
|--|---|--|---|
| <b>Comité de pilotage<br/>(Président : MINEDUB)</b>  | Central   | MINEDUB<br>SEEDUB<br>SG<br>Equipe Focale (Point Focal)<br>IGS<br>IGE<br>Cellule Communication.<br>Cellule Informatique<br>DPPC<br>DRFM<br>DRH<br>DSEP<br>DEMPN | <ul style="list-style-type: none"> <li>- définit la politique sectorielle de lutte contre le VIH et sida ;</li> <li>- mobilise les ressources internes et externes par la mise en œuvre du plan du Sous Secteur ;</li> <li>- évalue l'efficacité de la lutte contre le VIH ;</li> <li>- approuve le budget et le programme d'action annuel.</li> </ul>  |
| <b>Commission Centrale de suivi de la mise en œuvre du Plan Sectoriel du MINEDUB<br/>(Point Focal Central)</b> | Central<br>(responsable de la compilation et de la transmission des données à la SPSE/GTC/CNLS) | DEMPN<br>I.P.<br>Equipe focale   | <ul style="list-style-type: none"> <li>- chargée de l'élaboration de l'exécution de la coordination, du suivi, de l'évaluation et de la supervision du plan d'action du Ministère ;</li> <li>- sert de relais entre la coordination générale, le CNLS, les partenaires et les services déconcentrés ;</li> <li>- effectue des missions de supervision ;</li> <li>- collecte et analyse les rapports et les données relatives à la lutte contre le VIH et sida dans le Sous Secteur ;</li> <li>- prépare les réunions au niveau central, international et périphérique.</li> </ul> |
| <b>Equipe focale régionale<br/>(P.F. régional)</b>   | Régional  | DREB<br>IMS<br>I.C.<br>C.P.<br>APPS  | <ul style="list-style-type: none"> <li>- assure le suivi des activités dans les départements et dans les ENIEG;</li> <li>- sert d'interface entre le GTR, la Commission Centrale de Suivi et les autres acteurs.</li> </ul>   |
| <b>Equipe focale départemental</b>   | Départemental   | DREB<br>I.C.<br>C.P.<br>APPS   | <ul style="list-style-type: none"> <li>- assure le suivi des activités dans les arrondissements;</li> <li>- sert d'interface entre le GTR, la Commission Centrale de Suivi et les autres acteurs</li> </ul>   |

|   |                |              |   |
|---|----------------|--------------|---|
| <b>Equipe focale<br/>d'arrondissement<br/>(Inspecteur<br/>d'Arrondissement)</b> | Arrondissement | IAEB<br>APPS | - assure le suivi des activités dans les écoles;<br>- sert d'interface entre le GTR, la Commission Centrale de Suivi et les autres<br>acteurs |
|---|----------------|--------------|---|

### **3. FINANCEMENT DE LA MISE EN ŒUVRE DU PLAN SECTORIEL**

Le financement de la mise en œuvre du plan sectoriel de lutte contre le SIDA du sous secteur éducation de Base sera principalement assuré par :

- le budget de l'Etat ;
- les organismes de coopération bilatérale et multilatérale ;
- la Banque Mondiale;
- les fonds PPTE du MINEDUB ;
- les fonds PPTE du MINSANTE.

Le CNLS appuiera le sous secteur Education de Base pour la mobilisation des ressources manquantes, auprès des partenaires au développement. Cette mobilisation des ressources se fera d'une part à travers des échanges informels avec les potentiels bailleurs de fonds du sous secteur, et tous les autres partenaires, d'autre part, dans le cadre de réunions formelles de mobilisation des ressources.

### **4. SYSTEME DE COORDINATION ET DU SUIVI ET EVALUATION**

La mise en place des structures de coordination, des mécanismes de suivi et d'évaluation du plan sectoriel Education de Base tient compte de l'organisation fonctionnelle du sous secteur.

#### ***4.1. LES STRUCTURES INTERVENANT DANS LA CIRCULATION DE L'INFORMATION***

Les principaux intervenants incluent :

- Les écoles ;
- les inspections d'arrondissement de l'Education de Base ;
- les délégations départementales de l'Education de Base ;
- les délégations régionales de l'Education de Base ;
- L'équipe Focale Centrale ;
- Le Groupe Technique Centrale du Comité National de Lutte contre le Sida (GTC/CNLS)

Les structures mises en place aux niveaux central, régional et départemental et au niveau de l'arrondissement établiront de manière périodique des rapports de suivi/évaluation sur la base des indicateurs du plan sectoriel s'appliquant à leurs niveaux d'intervention respectifs.

Au préalable, les responsables de ces structures seront formés à la coordination, au suivi et à l'évaluation des activités de lutte contre le sida avec l'assistance technique du GTC/CNLS.

#### ***4.2. COLLECTE ET COMPILATION DES DONNEES***

- La collecte des données de routine générée par le programme

Elle se fera de manière mensuelle et ces données seront compilées au niveau hiérarchique supérieur avant leur traitement au niveau central.

- Le traitement des données

Le traitement consiste en la saisie des données sur support électronique. Ce qui facilite la vérification des données.

#### **4.3. TRANSMISSION DES DONNEES**

La transmission des données se fait du niveau périphérique vers le niveau central selon le circuit d'information.

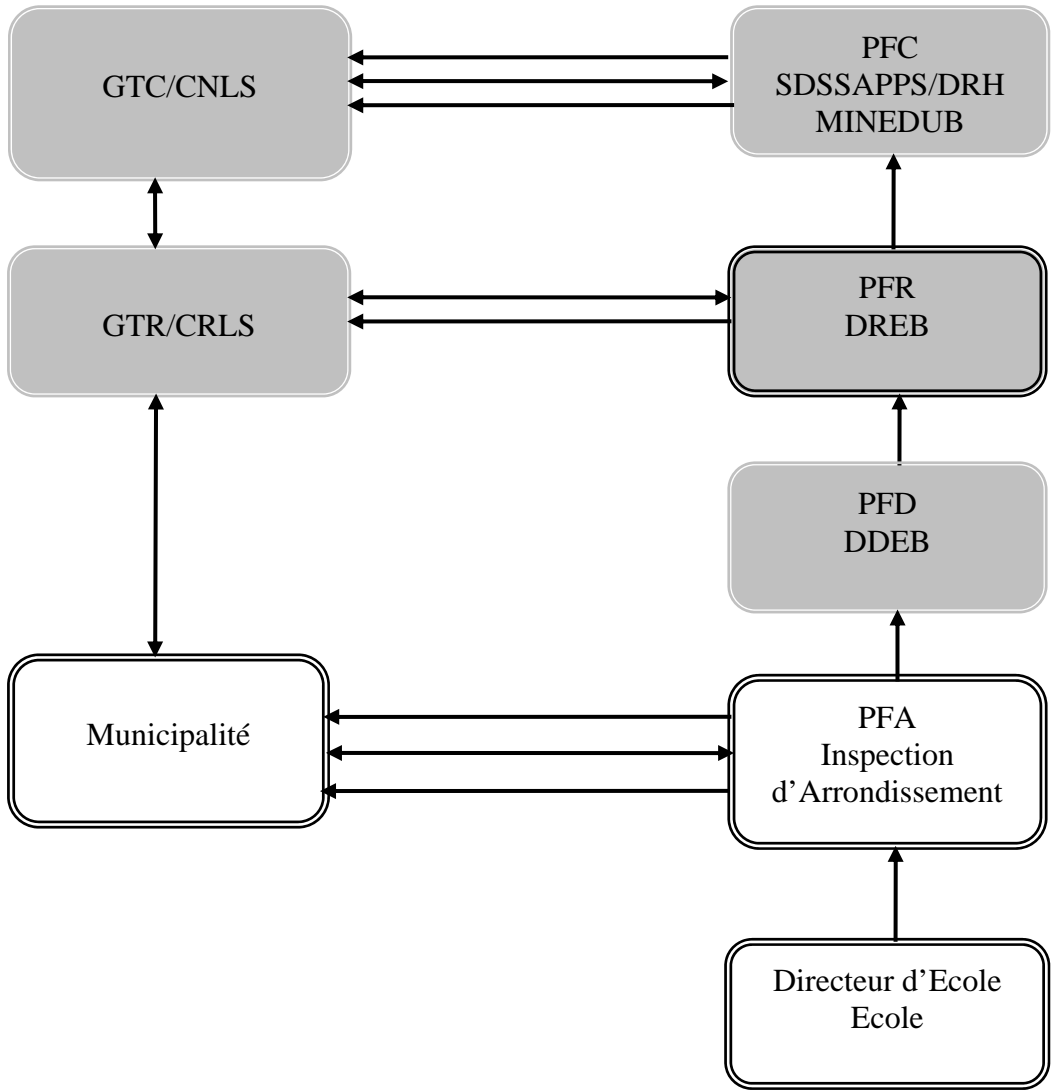
Le flux des données se fera des niveaux périphériques vers le niveau central, avec copie des analyses des rapports d'évaluation au GTC/CNLS. Ainsi, ces données provenant des sources différentes, recueillies sur la base d'un format standardisé (fiches de collecte de données de routine du programme) seront compilées à l'échelon périphérique constitué par des centres sociaux et acheminées pour analyse et retro information à l'échelon central à travers le niveau intermédiaire représenté par les équipes focales régionales de lutte contre le sida.

La périodicité retenue pour la production des rapports est la suivante :

- Mensuelle, des écoles vers les inspections d'arrondissement ;
- Mensuelle, des services des Inspections d'Arrondissement vers les délégations départementales ;
- Bimensuelle, des Délégations Départementales vers les délégations régionales ;
- Trimestrielle, des Délégations Régionales vers l'équipe focale centrale de Coordination des activités,
- Semestrielle, de l'équipe centrale de coordination des activités vers le GTC/CNLS.

La retro information de l'échelon supérieur à l'échelon périphérique sera systématique dans un délai de quinze (15) jours après réception et analyse des données.

**SOUS SECTEUR EDUCATION DE BASE**



*Schéma de la circulation des informations dans le Sous Système Education de Base*

## **5- ANALYSE DES DONNEES**

L'analyse des données consiste à synthétiser l'information, calculer les indicateurs, et interpréter les données pour dégager des conclusions en terme de performance et de proposer des actions à mener.

L'analyse se fait à des degrés différents selon les niveaux, qu'il s'agisse de l'exécution ou de la coordination et au niveau du GTC/CNLS.

Il est à noter que les structures d'exécution au niveau périphérique bénéficieront de l'appui des structures de coordination. Le GTC/CNLS devant apporter un appui technique au sous secteur Education de Base aux fins du traitement et de l'analyse des données.

## **6. ETUDES ET EVALUATIONS**

L'étude de base va permettre au programme d'avoir une situation de référence. Il est recommandé que cette enquête se fasse tout au moins au début de la mise en œuvre du plan sectoriel.

Outre l'enquête préliminaire, le programme prévoit deux évaluations :

- une évaluation à mi-parcours
- une évaluation finale

Ces études viendront documenter la réorientation stratégique du plan si besoin est.

## **7. Indicateurs clés du système national de suivi/évaluation :**

- Pourcentage d'hommes et femmes de 15 à 49 ans, qui au cours des 12 derniers mois, ont effectué un test de dépistage au VIH et retiré leurs résultats ;
- Pourcentage des jeunes âgés scolarisés âgés de 15 à 24 ans infectés par le VIH ;
- Pourcentage d'écoles primaires et normales d'instituteurs dans lesquels les enseignants ont été formés à un enseignement relatif au VIH, basé sur les aptitudes psychosociales et qui l'ont dispensé au cours de la dernière année scolaire ;
- Pourcentage des jeunes filles et garçons (15-24 ans) possédant à la fois des connaissances exactes sur les manières de prévenir le risque de transmission sexuelle du VIH et qui rejettent les principales idées fausses concernant la transmission du virus ;
- Pourcentage des jeunes filles et garçons (15-24 ans) ayant eu leurs premiers rapports sexuels avant l'âge de 15 ans ;
- Pourcentage des jeunes filles et garçons (15-24 ans) indiquant avoir utilisé un préservatif lors du dernier rapport sexuel avec un partenaire non cohabitant et/ou non marital ;



- Pourcentage d'hommes et femmes de 15 à 49 ans ayant déclaré avoir eu une IST au cours des 12 derniers mois ;
- Pourcentage d'OEV ayant reçu une assistance scolaire, psychosociale et nutritionnelle ;
- Ratio de scolarisation entre enfants rendus orphelins et enfants non orphelins.

**SECTION IV**  
**PLAN OPERATIONNEL**

**DOMAINE PRIORITAIRE I**

**INTEGRATION SYSTEMATIQUE DE L'EDUCATION PREVENTIVE ET  
ACCES AUX SERVICES DE PREVENTION DES IST VIH ET SIDA**

**Objectif spécifique 1** : D'ici 2011, porter à au moins 10%, la proportion des élèves des écoles primaires et normales d'instituteurs qui ont acquis des connaissances et des compétences appropriées de base à ce niveau, sur les IST/ VIH et sida, EVF et EMP

| Stratégie   | Activités  | Période |      |      | Intervenants  |             | Indicateurs d'activités   | Budget      |                           |
|---|--|---------|------|------|---|-------------|---|-------------|---------------------------|
|   |  | 2009    | 2010 | 2011 | Responsables  | partenaires |   | Coût (CFA)  | Source de financement     |
| Enseignement des connaissances (élèves, élèves maîtres) et acquisition des compétences (élèves maîtres) en matière de formation sur l'EVF, EMP et sur les IST/VIH et sida | 1. Tenue d'un atelier de validation des supports pédagogiques et du kit d'information sur le VIH et sida à l'intention des enseignants | X       |      |      | - Equipe Focale Centrale<br>- Inspection générale des Enseignements | PTF         | - un atelier tenu<br>- support pédagogique et kit d'information validés | 5 415 000   | MINEDUB<br>PTF            |
|   | 2 : Reproduction du kit d'information en EVF/EMP/VIH et sida à l'intention des enseignants et achat de supports pédagogiques           | X       |      |      | - Equipe Focale Centrale<br>- Inspection générale des Enseignements | PTF         | - kit reproduit et acheté   | 339 000 000 | PPTE/MINEDUB<br>PTF       |
|   | 3 : tenue d un atelier de validation du manuel de l élève en EVF/EMP/VIH et sida   | X       |      |      |   | PTF         |   | 4 920 000   | MINEDUB<br>PTF            |
|   | 4 : reproduction de 100 000 de manuels de l'élève en EVF/EMP/VIH et sida   | x       |      |      |   | PTF         |   | 300 000 000 | MINEDUB<br>PTF            |
|   | 5. Distribution du manuel de l'élève   |         |      |      |   | PTF         |   | 50 000 000  | MINEDUB<br>PTF            |
|   | 6 : reproduction de 100 000 curricula et 100 000 guides pédagogiques sur   | X       | X    |      | - Equipe Focale Centrale<br>- Equipe Focale                         | PTF         | - 100 000 curricula et<br>100 000 guides                                | 600 000 000 | PPTE/MINEDUB<br>PPTE/CNLS |

|  |   |   |   |   |   |     |   |            |                             |
|--|---|---|---|---|---|-----|---|------------|-----------------------------|
|  | l'EVF/EMP/VIH et sida   |   |   |   | Centrale  |     | pédagogiques reproduits   |            |                             |
|  | 7. Tenue 04 ateliers de formation aux techniques d'animation et de formation à l'utilisation des curricula et des guides pédagogiques à l'intention des intervenants régionaux de la chaîne pédagogique (Inspecteurs coordonnateurs, Inspecteurs pédagogiques régionaux, conseillers pédagogiques); | X |   |   | - Equipe Focale Centrale<br>- Inspection générale des Enseignements | PTF | - nombre d'ateliers tenus   | 25 240 000 | MINEDUB<br>PPTE/CNLS<br>PTF |
|  | 7. tenue de 10 ateliers de formation aux techniques d'animation et de formation à l'utilisation des curricula et des guides pédagogiques à l'intention des Inspecteurs d'Arrondissement de l'Education de Base ;  | X | X |   | - Equipe Focale Centrale<br>- Inspection générale des Enseignements | PTF | - nombre d'ateliers tenus<br>- Nombre d'enseignant formés           | 47 600 000 | MINEDUB<br>PPTE/CNLS<br>PTF |
|  | 8. tenue de 10 ateliers de formation des professeurs des ENIEG sur l'enseignement de l'EVF/EMP/VIH et sida ;  | X | X |   | - Equipe Focale Centrale<br>- Inspection générale des Enseignements | PTF | - nombre d'ateliers tenus<br>- Nombre de professeurs d'ENIEG formés | 63 600 000 | MINEDUB<br>PPTE/CNLS<br>PTF |
|  | 9. Dotation de chaque ENIEG d'un centre de documentation et d'information sur le VIH et   | X | X | x | - Equipe Focale Centrale  | PTF | - nombre de centres mis en place et fonctionnels                    | 60 000 000 | MINEDUB<br>CNLS<br>PTF      |

|   |   |   |   |  |                          |     |  |             |                |
|---|---|---|---|--|--------------------------|-----|--|-------------|----------------|
| sida ;  |   |   |   |  |                          |     |  |             |                |
| 10. tenue de 275 ateliers de formation des enseignants du primaire sur l'enseignement de l'EVF/EMP/VIH et sida (formation des enseignants au sein des ENIEG)      | x | x | x |  |                          | PTF | - nombre d'ateliers tenus  | 924 000 000 | MINEDUB<br>PTF |
| 11. tenue d un atelier de formation des leaders syndicaux sur l'enseignement de l'EVF/EMP/VIH et sida   |   |   |   |  |                          | PTF | Rapport de l'atelier disponible  | 4 510 000   | MINEDUB<br>PTF |
| 12. organisation d un atelier de conception et de production des supports d'information sur le VIH et le sida   | X | X |   |  | - Equipe Focale Centrale | PTF | - un atelier organisé<br>- supports d'information produits   | 3 360 000   | MINEDUB<br>PTF |
| 13. multiplication et mise à la disposition des responsables des points d'informations des services centraux, régionaux et des écoles des supports d'informations |   | X | X |  | - Equipe Focale Centrale | PTF | - nombre de support reproduit<br>- nombre de support mis à la disposition des points d'information | 224 600 000 | MINEDUB<br>PTF |
| <b>SOUS TOTAL OBJECTIF SPECIFIQUE</b>   |   |   |   |  |                          |     |  |             |                |

**Objectif spécifique 2** : Réduire le nombre de nouveaux cas d'IST/ VIH et sida au sein de la communauté du Sous Secteur Education de Base par le biais d'une éducation préventive appropriée

| Stratégie  | Activités  | Période |      |      | Intervenants   |             | Indicateurs d'activités  | Budget            |                       |
|--|--|---------|------|------|--|-------------|--|-------------------|-----------------------|
|  |  | 2009    | 2010 | 2011 | Responsables   | partenaires |  | Coût (CFA)        | Source de financement |
| 1. <i>Communication pour le changement de comportement</i> | 1. organisation des campagnes de CCC à l'intention des enseignants et des APEE/PTA                             | X       | X    | X    | - Equipe focale d'arrondissement                     | PTF         | - nombre de campagnes organisées<br>- nombre d'écoles touchées par la campagne | PM                | MINEDUB<br>PTF        |
|  | 2. organisation des campagnes de dépistage volontaire à l'occasion la journée mondiale des enseignants         | X       | X    | X    | -Equipe focale Centrale<br>- Equipe focale Régionale | PTF         | - nombre de campagnes de dépistage organisées                                  | 225 000           | MINEDUB<br>PTF        |
|  | 3. organisation une olympiade annuelle par région entre les écoles primaires sur la SRA, l'EVF/EMP/VIH et sida |         | X    | X    | - Equipe focale Régionale                            | PTF         | - nombre d'écoles participantes  | 20 700 000        | MINEDUB<br>PTF        |
|  | <b>SOUS TOTAL OBJECTIF SPECIFIQUE 2</b>  |         |      |      |  |             |  | <b>20 925 000</b> |                       |

**Objectif spécifique 3** : D'ici 2011, créer au niveau central et dans au moins 25% des écoles maternelles, primaires, et normales d'instituteurs des points d'informations en IST, VIH et sida

| Stratégie | Activités | Période |      |      | Intervenants |             | Indicateurs d'activités | Budget     |                       |
|-----------|-----------|---------|------|------|--------------|-------------|-------------------------|------------|-----------------------|
|           |           | 2009    | 2010 | 2011 | Responsables | partenaires |                         | Coût (CFA) | Source de financement |

|  |  |   |   |   |  |     |   |                      |                     |
|--|--|---|---|---|--|-----|---|----------------------|---------------------|
| 1. amélioration de l'accessibilité et de la disponibilité de l'information |  |   |   |   |  |     |   |                      |                     |
|  | 1. Production multiplication et distribution du manuel d'animation des Gouvernements d'Enfants ; | X | X | X | - Equipe Focale Centrale                                     | PTF | - nombre de manuel produit et distribué   | 8 360 000            | PPTE/MINEDUB<br>PTF |
|  | 2 création/redynamisation des gouvernements d'enfants dans les écoles ;                          | X | X | X | - Equipe Focale Centrale<br>- Equipe Focale d'arrondissement | PTF | - nombre de Gouvernements d'enfants mis en place et fonctionnels  | 1 200 000            | MINEDUB<br>PTF      |
|  | 4. signature d un contrat avec l'ACMS (association camerounaise de marketing social).            | X | X | X | - Equipe Focale Centrale                                     | PTF | -Un contrat signé par les deux parties et disponible<br>-Nombre d'activités réalisées et rapport disponible | PM                   | MINEDUB<br>PTF      |
| <b>SOUS TOTAL OBJECTIF SPECIFIQUE 3 :</b>                                  |  |   |   |   |  |     |   | <b>9 560 000</b>     |                     |
| <b>TOTAL GENERAL</b>   |  |   |   |   |  |     |   | <b>2 682 730 000</b> |                     |



## DOMAINE PRIORITAIRE II

ACCES AUX SERVICES DE PRISE EN CHARGE PSYCHOSOCIAL ET  
MEDICAL DES PERSONNES INFECTEES/AFFECTEES

**Objectif spécifique 1 :** Assurer la prise en charge correcte d'au moins 90%, des cas d'IST et d'IO se présentant dans les IMS

| Stratégies                           | Activités  | Période |      |      | Intervenants             |             | Indicateurs d'activités  | Budget             |                       |
|--------------------------------------|--|---------|------|------|--------------------------|-------------|--|--------------------|-----------------------|
|                                      |  | 2009    | 2010 | 2011 | Responsables             | partenaires |  | Coût (CFA)         | Source de financement |
| <b>1. renforcement des capacités</b> | 1. équipement des 10 IMS existantes en matériel de consultation pour une prise en charge adéquate des IST et des IO  | X       | X    | X    | - Equipe Focale Centrale | PTF         | - Nombre d'IMS équipées  | 88 000 000         | MINEDUB               |
|                                      | 2. organisation de 05 ateliers de renforcement des capacités des personnels des 10 IMS à la prise en charge correcte des cas d'IST et IO liées au VIH/SIDA ; | X       | X    | X    | - Equipe Focale Centrale | PTF         | - nombre d'ateliers organisés et rapports disponibles              | 17 490 000         | MINEDUB               |
|                                      | 4-approvisionnement en médicaments essentiels (y compris des produits d'apport vitaminique) et en consommables de laboratoire, des 10 IMS existantes         | X       | X    | X    | - Equipe Focale Centrale | PTF         | Nombre d'IMS approvisionnées<br><br>Fiche de décharges disponibles | 39 750 000         | MINEDUB               |
|                                      | <b>SOUS TOTAL OBJECTIF SPECIFIQUE 1 :</b>  |         |      |      |                          |             |  | <b>145 240 000</b> |                       |

**Objectif spécifique 2 :** Assurer la prise en charge psychosociale des personnes infectées et affectées par le VIH et sida au sein de la Communauté du Sous Secteur

| Education de Base |  |         |      |      |              |             |   |                   |                       |
|-------------------|--|---------|------|------|--------------|-------------|---|-------------------|-----------------------|
| Stratégies        | Activités  | Période |      |      | Intervenants |             | Indicateurs d'activités                                       | Budget            |                       |
|                   |  | 2009    | 2010 | 2011 | Responsables | partenaires |   | Coût (CFA)        | Source de financement |
| 1. IEC/ CCC       | 1. information et sensibilisation sur le VIH et le sida lors de la journée Mondiale de l'enseignant                    | X       | X    | X    | IMS          | PTF         | - Nombre de cas référés                                       | 9 000 000         | MINEDUB               |
|                   | 2. Organisation par les IMS de 5 séances de dépistages volontaires et gratuits par région lors des événements spéciaux | x       | x    | x    | IMS          | PTF         | Nbre d'élèves et d'enseignants dépistés a l'échelle nationale | 6 000 000         | MINEDUB               |
|                   | <b>SOUS TOTAL OBJECTIF SPECIFIQUE 2 :</b>  |         |      |      |              |             |   | <b>15 000 000</b> |                       |

| <b>Objectif spécifique 3 : Réduire d'au moins 25%, l'impact du VIH et sida et la demande en matière d'éducation chez les OEV</b> |  |         |      |      |                          |             |  |                   |                       |
|--|--|---------|------|------|--------------------------|-------------|--|-------------------|-----------------------|
| Stratégies   | Activités  | Période |      |      | Intervenants             |             | Indicateurs d'activités                                | Budget            |                       |
|  |  | 2009    | 2010 | 2011 | Responsables             | Partenaires |  | Coût (CFA)        | Source de financement |
| <b>1. soutien matériel aux OEV</b>   | 1. acquisition et distribution du matériel pédagogique (manuels, cahiers, stylos à bille et uniformes) à au moins 1000 OEV par an;             | X       | X    | X    | - Equipe Focale Centrale | PTF         | - Nombre d'OEV ayant bénéficié du matériel pédagogique | 90 000 000        | MINEDUB               |
|  | 2. mise en place d'un cadre de concertation entre le CNLS, les ONG, les APE, le MINAS et le MINEDUB pour la prise en charge des OEV scolarisés | X       | X    | X    | - Equipe Focale Centrale | -PTF        | - cadre de concertation formalisé et disponible        | PM                | MINEDUB               |
|  | <b>SOUS TOTAL OBJECTIF SPECIFIQUE 3 :</b>  |         |      |      |                          |             |  | <b>90 000 000</b> |                       |

| <b>Objectif spécifique 4 : Réduire d'au moins 25%, l'impact du VIH et sida sur l'offre et la qualité de l'éducation</b> |   |         |      |      |                        |             |   |                    |                       |  |
|---|---|---------|------|------|------------------------|-------------|---|--------------------|-----------------------|--|
| Stratégies  | Activités   | Période |      |      | Intervenants           |             | Indicateurs d'activités   | Budget             |                       |  |
|   |   | 2009    | 2010 | 2011 | Responsables           | partenaires |   | Coût (CFA)         | Source de financement |  |
| 1. maintien du niveau de productivité des enseignants et réduire la discrimination et la stigmatisation à l'école       | 1. Soutien et encouragement pour la création de 10 amicales des enseignants affectés et infectés par le VIH et le sida (une par région) | x       | x    | x    | Equipe focale centrale | PTF         | Fiches de décharge  | 6 000 000          |                       |  |
|   | 2. Sensibilisation du MINSANTE pour l'augmentation du personnel medico sanitaire en service au MINEDUB                                  | X       | X    | X    | Equipe focale centrale | PTF         | - nombre de personnels médico sanitaire affecté et effectivement en poste | PM                 | MINEDUB               |  |
|   | <b>SOUS TOTAL OBJECTIF SPECIFIQUE 4 :</b>   |         |      |      |                        |             |   | <b>6 000 000</b>   |                       |  |
| <b>Total général domaine 2</b>  |   |         |      |      |                        |             |   | <b>256 240 000</b> |                       |  |

## DOMAINE PRIORITAIRE III

AMENAGEMENT DU CADRE REGLEMENTAIRE DANS LE CONTEXTE DU  
VIH ET SIDA EN MILIEU SCOLAIRE

| <b>Objectif spécifique 1 : Créer un environnement favorable à la lutte contre le VIH et sida au sein du sous secteur éducation de base</b> |  |         |      |      |                      |             |   |            |                       |
|--|--|---------|------|------|----------------------|-------------|---|------------|-----------------------|
| Stratégies   | Activités  | Période |      |      | Intervenants         |             | Indicateurs d'activités                       | Budget     |                       |
|  |  | 2009    | 2010 | 2011 | Responsables         | partenaires |   | Coût (CFA) | Source de financement |
| <b>1. Mise en place d'un environnement favorable</b>   | 1. Mise en place une plate forme fonctionnelle de collaboration entre le MINEDUB et les partenaires de proximité (OBC, les APEE/PTA, AME, Associations des personnes vivants avec le VIH, syndicats, communautés locales décentralisées) | X       |      |      | Comité de Pilotage   | PTF         | - cadre réglementaire formalisé et disponible | 7 610 000  | MINEDUB<br>PTF        |
|  | 2. Mettre en place un cadre réglementaire de lutte contre le sida favorable aux enfants;   | X       |      |      | - Comité de Pilotage | PTF         | - cadre réglementaire formalisé et disponible | PM         | MINEDUB<br>PTF        |
|  | 3. Elaboration de la politique de la santé scolaire du sous secteur en intégrant l'aspect VIH et sida  | X       |      |      | MINEDUB/PASE         | PTF         | -en cours                                     | PM         | PASE<br>PTF           |
|  | 4.élaboration d'un texte réglementaire pour la mise en place des Gouvernements d'Enfants dans les écoles   |         |      |      |                      | PTF         |   | PM         |                       |

|  |   |   |   |   |                    |     |   |            |                |
|--|---|---|---|---|--------------------|-----|---|------------|----------------|
|  | 5. Elaboration d'un guide déontologique de lutte contre le sida sur le lieu de travail dans le sous secteur à l'intention des responsables des établissements scolaires, de l'administration scolaire et des enseignants                |   | x |   | Comité de Pilotage | PTF | Guide élaboré et disponible   | 11 695 000 | MINEDUB<br>PTF |
|  | 6. Reproduction et distribution du guide déontologique de lutte contre le sida sur le lieu de travail dans le sous secteur à l'intention des responsables des établissements scolaires, de l'administration scolaire et des enseignants | X | X | X | Comité de Pilotage | PTF | Nombre de manuels reproduits et distribués                              | 11 000 000 | MINEDUB<br>PTF |
|  | 7. appui aux activités des associations des enseignants vivant avec le VIH et les syndicats   |   | X | X | Comité de Pilotage | PTF | Nombre de personnes ayant bénéficiées d'un appui matériel et technique  | 20 000 000 | MINEDUB<br>PTF |
|  | 8. atelier de renforcement des capacités des leaders d'associations des enseignants vivants   |   | X |   | Comité de Pilotage | PTF | Nombre d'ateliers organisés<br>Nombres de personnes formées<br>Rapports | 4 380 000  | MINEDUB<br>PTF |



|  |   |  |  |  |  |  |             |                   |  |
|--|---|--|--|--|--|--|-------------|-------------------|--|
|  | avec le VIH et les<br>syndicats en<br>counselling |  |  |  |  |  | disponibles |                   |  |
|  | <b>SOUS TOTAL OBJECTIF SPECIFIQUE 1 :</b>         |  |  |  |  |  |             | <b>54 685 000</b> |  |
|  | <b>TOTAL GENERAL DOMAINE 3</b>                    |  |  |  |  |  |             | <b>54 685 000</b> |  |

## DOMAINE PRIORITAIRE IV

MISE EN PLACE DE LA COORDINATION, SUIVI ET EVALUATION

| <b>Objectif spécifique 1 : Mettre en place une coordination du programme</b> |  |         |      |      |                         |             |   |            |                       |
|--|--|---------|------|------|-------------------------|-------------|---|------------|-----------------------|
| Stratégies   | Activités  | Période |      |      | Intervenants            |             | Indicateurs d'activités   | Budget     |                       |
|  |  | 2009    | 2010 | 2011 | Responsables            | partenaires |   | Coût (CFA) | Source de financement |
| 1. mise en place d'un cadre institutionnel de coordination                   | 1. Désignation des membres des organes de coordination et de gestion de la lutte contre le Sida dans le Sous secteur Education de Base | X       |      |      | - Comité de Pilotage    | PTF         | - acte portant désignation des membres des organes de la coordination | PM         | MINEDUB               |
|  | 2. acquisition du matériel et des fournitures de bureau pour les structures de gestion du programme sectoriel à tous les niveaux ;     | X       | X    | X    | Equipe focale centrale  | PTF         | Matériel et fournitures de bureau disponible                          | 6 850 000  | MINEDUB               |
|  | 3. acquisition d'un (01) véhicule tout terrain pour la supervision des activités de lutte contre le sida du secteur                    | X       |      |      | Comité de Pilotage      | PTF         | Un véhicule tout terrain acquis et disponible                         | 30 000 000 | MINEDUB               |
|  | 4. Tenue d'une réunion annuelle de coordination et de suivi des activités au niveau central  | X       | X    | X    | Equipe focale centrale  | PTF         | 1 rapport annuel disponible   | 7 800 000  | MINEDUB               |
|  | 5. Tenue d'une réunion annuelle de coordination et de suivi des activités au   | X       | X    | X    | Equipe focale régionale | PTF         | 1 rapport annuel disponible   | 51 660 000 |                       |

|  |  |   |   |   |                                |     |   |           |         |
|--|--|---|---|---|--------------------------------|-----|---|-----------|---------|
|  | niveau régional  |   |   |   |                                |     |   |           |         |
|  | 6. Tenue de deux (2) réunions semestrielles de coordination et de suivi des activités au niveau départemental  | X | X | X | Equipe focale départementale   | PTF | 2 rapports semestriels disponibles      | 1 910 000 |         |
|  | 7. Tenue de quatre (4) réunions trimestrielles de coordination et de suivi des activités au niveau arrondissement  | X | X | X | Equipe focale d'arrondissement | PTF | 4 rapports trimestriels disponibles     | 2 510 000 |         |
|  | 8. Organisation d'un atelier d'imprégnation des responsables nommés au sein des structures de gestion, sur les mécanismes et les méthodes de coordination, de suivi et d'évaluation du plan de lutte contre le sida et les IST |   | X |   | Equipe focale centrale         | PTF | Rapport d'atelier disponible            | 1 600 000 | MINEDUB |
|  | 9. Organisation d'une session de renforcement des capacités de tous les points focaux  | X |   |   | Equipe focale centrale         | PTF | Rapport de participation disponible     | PM        | MINEDUB |
|  | 10. Organisation (par les services centraux) d'une mission de supervision par an des activités de formation des enseignants à l'utilisation du curriculum et de guide  | X | X | X | Equipe focale centrale         | PTF | Rapport de mission rédigé et disponible | 1 600 000 | MINEDUB |

|  |   |   |   |   |                        |     |   |           |         |
|--|---|---|---|---|------------------------|-----|---|-----------|---------|
|  | de pédagogie sur l'EVF/EMP/VIH et sida                      |   |   |   |                        |     |   |           |         |
|  | 11. Organisation d'un atelier annuel de micro planification | X | X | X | Equipe focale centrale | PTF | Plan annuel de travail disponible (pour chaque niveau de gestion) | 4 620 000 | MINEDUB |
|  | 12. Création d'un site web pour le programme                |   |   |   |                        | PTF |   | 500 000   |         |
|  | 13. Traduction des documents du programme                   |   |   |   |                        | PTF |   | 1 000 000 |         |
|  | <b>SOUS TOTAL OBJECTIF SPECIFIQUE 1 :</b>                   |   |   |   |                        |     |   |           |         |

**Objectif spécifique 2 :** Suivre les progrès de la mise en œuvre du Programme de lutte contre le VIH et le sida en termes d'apports et de produits et résultats pour chaque domaine d'intervention prioritaire dans le Sous Secteur Education de Base

| Stratégies                                     | Activités *  | Période |      |      | Intervenants             |             | Indicateurs d'activités   | Budget     |                       |
|--|--|---------|------|------|--------------------------|-------------|---|------------|-----------------------|
|  |  | 2009    | 2010 | 2011 | Responsables             | partenaires |   | Coût (CFA) | Source de financement |
| Mise en place d'un système de suivi/évaluation | 1. organisation d'un atelier d'élaboration des indicateurs et des outils de collecte des données | X       |      |      | Equipe focale            | PTF         | - Liste d'indicateurs validés<br>- Fiches de collecte des données disponibles | 1 910 000  | MINEDUB<br>PTF        |
|  | 2. Mise en place d'un plan de suivi des performances   | X       | X    | X    | - Equipe Focale Centrale | PTF         | Un plan suivi des performances est disponible                                 | 1 910 000  | MINEDUB<br>PTF        |

|   |   |   |   |   |                        |     |                                  |           |                |
|---|---|---|---|---|------------------------|-----|----------------------------------|-----------|----------------|
|   |   |   |   |   |                        |     |                                  |           |                |
|   | 3. Recueil et transmission (sur support) des données vers le niveau central | X | X | X | Equipe Focale Centrale | PTF | - Données mensuelles disponibles | 1 600 000 | MINEDUB<br>PTF |
| <b>SOUS TOTAL OBJECTIF SPECIFIQUE 2 :</b> |   |   |   |   |                        |     |                                  | 5 420 000 |                |

| <b>Objectif spécifique 3 : Mesurer l'impact du VIH et du sida dans le cadre du Plan Stratégique du Sous Secteur Education de Base</b> |   |         |      |      |  |             |  |            |                       |
|---|---|---------|------|------|--|-------------|--|------------|-----------------------|
| Stratégies  | Activités   | Période |      |      | Intervenants                               |             | Indicateurs d'activités  | Budget     |                       |
|   |   | 2009    | 2010 | 2011 | Responsables                               | partenaires |  | Coût (CFA) | Source de financement |
| <i>Evaluation du programme</i>  | 1. réalisation d'une enquête de base en synergie avec la mise à jour de la carte scolaire |         | X    |      | - Equipe Focale Centrale<br>- DPPC/MINEDUB | PTF         | Situation de référence (données de base disponibles au début du Programme) | 8 310 000  | MINEDUB<br>PTF        |
|   | 2. réalisation faire d'une évaluation à mi parcours                                       |         | X    |      | Equipe Focale Centrale                     | PTF         | -Niveau d'atteinte des résultats (à mi parcours) disponibles               | 3 820 000  | MINEDUB<br>PTF        |
|   | réalisation faire d'une évaluation finale   |         |      | X    | Equipe Focale Centrale                     | PTF         | Situation de fin de programme (indicateurs d'impact disponibles)           | 4 220 000  | MINEDUB<br>PTF        |
| <b>SOUS TOTAL OBJECTIF SPECIFIQUE 3 :</b>   |   |         |      |      |  |             |  | 16 350 000 |                       |

**Objectif spécifique 4:** Disposer des moyens nécessaires pour mener les activités de lutte contre le sida dans le Sous Secteur Education de Base

| Stratégies                                       | Activités  | Période |      |      | Intervenants                      |             | Indicateurs d'activités  | Budget               |                       |
|--|--|---------|------|------|-----------------------------------|-------------|--|----------------------|-----------------------|
|  |  | 2009    | 2010 | 2011 | Responsables                      | partenaires |  | Coût (CFA)           | Source de financement |
| 1. <i>Mobilisation et gestion des ressources</i> | 1. Inscription une ligne budgétaire pour la lutte contre le VIH et le sida             | X       | X    | X    | Equipe Focale Centrale<br>MINEDUB | PTF         | Ligne budgétaire pour le VIH et sida, pourvue.   | 10 000               | MINEDUB<br>PTF        |
|  | 2. Validation du document du plan stratégique par l'ensemble des partenaires éducatifs | X       |      |      | Equipe Focale Centrale            | PTF         | - Document de plan stratégique validé et positionnement des différents partenaires financiers pour la mise en œuvre. | 2 710 000            | MINEDUB<br>PTF        |
|  | 3. Renforcements des partenariats et recherche de financement                          |         |      |      |                                   | PTF         |  | PM                   | MINEDUB<br>PTF        |
|  | <b>SOUS TOTAL OBJECTIF SPECIFIQUE 4 :</b>  |         |      |      |                                   |             |  | <b>2 720 000</b>     |                       |
|  | <b>Frais récurrents (10%)</b>  |         |      |      |                                   |             |  | <b>12 514 000</b>    |                       |
|  | <b>Imprévus</b>  |         |      |      |                                   |             |  | <b>6 257 000</b>     |                       |
|  | <b>Total Général domaine 4</b>   |         |      |      |                                   |             |  | <b>143 911 000</b>   |                       |
|  | <b>Total Général du plan stratégique</b>   |         |      |      |                                   |             |  | <b>3 137 566 000</b> |                       |

*SECTION V*  
*ANNEXES*



## CADRE LOGIQUE DU PROGRAMME

|  |   |  |  |
|--|---|--|--|
| <b>1- Domaine prioritaire</b>  | Intégration systématique de l'éducation préventive et accès au service de prévention des IST/VIH et sida  |  |  |
| <b>1.1- Objectif Spécifique</b>  | Entre 2009 et 2011, porter à 100%, la proportion des élèves des écoles primaires et normales d'instituteurs qui ont acquis des connaissances de base appropriées à ce niveau, sur les IST/ VIH et sida et EVF   |  |  |
| <b>Logique d'intervention</b>  |   |  |  |
| <b>1.1.1 – Stratégie</b>   | <b>Indicateurs d'impact</b>   |  | <b>Sources / moyens de vérification</b>  |
| Enseignement des connaissances et acquisition des compétences en matière de formation sur l'EVF et sur les IST/VIH et sida                     | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Pourcentage d'élèves des Ecoles primaires et des ENIEG qui ont acquis des connaissances de base et les compétences sur les IST/VIH et sida et l'EVF, appropriées à leur niveau ;</li> <li>- Nombre d'ateliers tenus ;</li> <li>- Nombre de personnes formées ;</li> <li>- Nombre de manuels de formation distribués</li> </ul> |  | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Rapports d'enquêtes ;</li> <li>- Rapports d'ateliers ;</li> <li>- Rapports de Supervision.</li> </ul> |
| <b>1.1.1. 1. Activités</b>   | <b>Indicateurs de suivi des performances</b>  | <b>Sources / moyens de vérification</b>  | <b>Conditions critiques</b>  |
| 1.1.1.1.1- : tenir un atelier de validation des supports pédagogiques et du kit d'information sur le VIH et sida à l'intention des enseignants | <ul style="list-style-type: none"> <li>- un atelier tenu</li> <li>- support pédagogique et kit d'information validés</li> </ul>   | Rapports<br>Supports et kits disponibles | Les enseignants sont en mesure de dispenser convenablement les leçons  |
| 1.1.1.1.3- reproduction du kit d'information et achat de supports pédagogiques   | - 100 000 curricula et 100 000 guides pédagogiques reproduits   | - curricula et guides distribués         | Production du kit d'information et de supports pédagogiques  |
| 1.1.1.1.4- tenir 04 ateliers de formation aux techniques d'animation et de formation à l'utilisation des curricula et                          | Nombre d'ateliers tenus   | Rapports d'ateliers                      | Les enseignants maîtrisent les approches d'enseignement liés au VIH  |

|   |  |   |  |
|---|--|---|--|
| des guides pédagogiques à l'intention des intervenants régionaux de la chaîne pédagogique (Inspecteurs coordonnateurs, Inspecteurs pédagogiques régionaux, conseillers pédagogiques);                                 |  |   | et sida  |
| 1.1.1.1.5- tenir 10 ateliers de formation aux techniques d'animation et de formation à l'utilisation des curricula et des guides pédagogiques à l'intention des Inspecteurs d'Arrondissement de l'Education de Base ; | - nombre d'ateliers tenus<br>- Nombre d'enseignant formés  | Rapports d'ateliers   | Les inspecteurs d'arrondissement ont des capacités pour conduite des sessions de formations en cascade                                 |
| 1.1.1.1.6- tenir 10 ateliers de formation des professeurs des ENIEG sur l'enseignement de l'EVF/EMP/VIH et sida ;   | - nombre d'ateliers tenus<br>- Nombre de professeurs d'ENIEG formés                                | Rapports d'ateliers   | Les enseignants maitrisent les approches d'enseignement liés au VIH et sida  |
| 1.1.1.1.7- mettre en place au sein de chaque ENIEG un centre d'information et de documentation pour les élèves et enseignants, sur l'EVF/EMP/VIH et sida  | - nombre de centres mis en place et fonctionnels   | Centres fonctionnels  | Les élèves et enseignants des ENIEG ont à leur disposition des connaissances sur l'EVF/EMP/VIH et sida                                 |
| 1.1.1.1.8- Appui à l'organisation des sessions de formation au niveau périphérique,   | - nombre de formations organisées  | Rapports des sessions de formation                          | Les enseignants maitrisent les approches d'enseignement liés au VIH et sida  |
| 1.1.1.1.10- organiser un atelier de conception et de production des supports d'information sur le VIH et le sida  | - un atelier organisé<br>- supports d'information produits   | Rapport de l'atelier<br>Supports d'informations disponibles | Les informations sur le VIH et le sida sont disponibles et mis à la disposition des membres de la communauté éducative du sous secteur |
| 1.1.1.1.11- multiplication et mise à la disposition des responsables des points d'informations des services centraux et   | - nombre de support reproduit<br>- nombre de support mis à la disposition des points d'information | Factures décharges  | Production des supports d'information  |

|  |  |  |  |
|--|--|--|--|
| des écoles des supports d'informations |  |  |  |
|  |  |  |  |

|  |  |  |  |
|--|--|--|--|
| <b>1.2- Objectif Spécifique</b>  | Réduire le nombre de nouveaux cas d'IST/ VIH et sida au sein de la communauté du Sous Secteur Education de Base par le biais d'une éducation préventive appropriée |  |  |
| <b>Logique d'intervention</b>  |  |  |  |
| <b>1.2.1- Stratégie</b>  | <b>Indicateurs d'impact</b>  |  | <b>Sources / moyens de vérification</b>  |
| <i>Communication pour le changement de comportement</i>  | -  |  | - Rapports d'enquêtes ;<br>- Rapports de supervision.  |
| <b>1.2.1. 1. Activités</b>   | <b>Indicateurs de suivi des performances</b>   | <b>Sources / moyens de vérification</b>                              | <b>Conditions critiques</b>  |
| <b>1.2.1.1.1-</b> campagne de CCC à l'intention des enseignants et des parents ;   | - nombre de campagnes organisées<br>- nombre d'écoles touchées par la campagne   | Rapport d'activités  | Les enseignants et les parents adoptent des comportements nouveaux   |
| <b>1.2.1.1.2-</b> organiser des campagnes de dépistage volontaire à l'occasion d'évènements spéciaux telles que la semaine nationale de lutte contre le SIDA, la fête nationale de la jeunesse, la fête du travail, la journée internationale de la femme, etc | nombre de campagnes de dépistage organisées  | Registre des personnes dépistées                                     | Promouvoir le dépistage volontaire auprès des membres de la communauté éducative du sous secteur éducation de base |
| <b>1.2.1.1.3-</b> Organiser une olympiade annuelle par région entre les écoles primaires sur la SRA, l'EVF/EMP/VIH et sida   | Nombre d'écoles participantes  | Rapports régionaux<br>Listes des participants<br>Listes des lauréats | Les Directeurs d'écoles sont parties prenantes   |

|   |   |   |  |
|---|---|---|--|
| <b>1. 3- Objectif Spécifique</b>  | D'ici à l'an 2011, amener à 100%, la proportion des écoles maternelles, primaires, et des écoles normales d'instituteurs disposant des points d'informations ainsi qu'au niveau central |   |  |
| <b>Logique d'intervention</b>   |   |   |  |
| <b>1.3.1- Stratégie</b>   | <b>Indicateurs d'impact</b>   |   | <b>Sources / moyens de vérification</b>  |
| amélioration de l'accessibilité et de la disponibilité de l'information   |   |   | - Rapports d'enquêtes ;<br>- Rapports d'ateliers ;<br>- Rapports de supervision. |
| <b>1.3.1. 1. Activités</b>  | <b>Indicateurs de suivi des performances</b>  | <b>Sources / moyens de vérification</b> | <b>Conditions critiques</b>  |
| <b>1.3.1.1.1-</b> Doter chaque école d'un point d'information sur la santé de reproduction et le VIH et sida      | - nombre d'écoles disposant d'un point d'information  | Rapports                                | Les élèves et enseignants ont des informations sur la santé de la reproduction   |
| <b>1.3.1.1.2-</b> produire et distribuer le manuel d'animation des Clubs scolaires et Gouvernements d'Enfants     | - nombre de manuel produit et distribué   | Décharges et factures                   | Les encadreurs et les élèves ont un manuel pour animer leurs activités           |
| <b>1.3.1.1.3-</b> Mettre en place /renforcer les clubs scolaires et les gouvernements d'enfants dans les écoles ; | nombre de clubs scolaires et de Gouvernements d'enfants mis en place et fonctionnels  | Rapports de mise en place               | Les clubs scolaires et les gouvernements d'enfants sont fonctionnels             |
| <b>1.3.1.1.4-</b> Doter chaque ENIEG d'un centre de documentation et d'information sur le VIH et sida ;           | nombre d'ENIEG ayant un centre de documentation et d'information sur le VIH et sida fonctionnel   | Rapports de mise en place               | Les ENIEG ont des informations sur le VIH et le sida                             |
| <b>1.3.1.1.5-</b> Contractualiser avec l'ACMS pour l'accessibilité et utilisation correcte des préservatifs       | -Un contrat signé par les deux parties et disponible<br>-Nombre d'activités réalisées et rapport disponible   | Contrat<br>Rapports d'activités         | Les préservatifs sont accessibles  |
|   |   |   |  |

|  |  |   |  |
|--|--|---|--|
| <b>2- domaine prioritaire</b>  | Accès aux services de prise en charge psychosocial et médical des personnes infectées et affectées                       |   |  |
| <b>2.1- Objectif Spécifique</b>  | Assurer la prise en charge correcte d'au moins 90%, des cas d'IST et d'IO se présentant dans les IMS                     |   |  |
| <b>Logique d'intervention</b>  |  |   |  |
| <b>2.1.1 – Stratégie</b>   | <b>Indicateurs d'impact</b>  |   | <b>Sources / moyens de vérification</b>  |
| <i>renforcement des capacités</i>  | - Nombre de Centres d'Ecoute et de Conseils créés ;<br>- Nombre de campagnes d'information et de sensibilisation menées. |   | - Rapports d'enquêtes ;<br>- Rapports de supervision.  |
| <b>2.1.1. 1. Activités</b>   | <b>Indicateurs de suivi des performances</b>   | <b>Sources / moyens de vérification</b> | <b>Conditions critiques</b>  |
| <b>2.1.1.1.1-</b> aménager les 10 IMS existantes pour une prise en charge adéquate des IST et des IO   | - Nombre d'IMS équipées  | Décharges                               | Les IO et IST sont pris en charge dans les IMS   |
| <b>2.1.1.1.2-</b> tenir 05 ateliers de formation des personnels des 10 IMS à la prise en charge correcte des cas d'IST et IO liées au VIH/SIDA ;   | - nombre d'ateliers organisées et rapports disponibles   | Rapports d'ateliers                     | Les personnels des IMS prennent en charge les IST et les IO  |
| <b>2.1.1.1.3-</b> approvisionner en médicaments essentiels (y compris des produits d'apport vitaminique) et en consommables de laboratoire, les 10 IMS existantes  | Nombre d'IMS approvisionnées<br><br>Fiche de décharges disponibles   | Fiches de décharges                     | Les patients ont des médicaments disponibles dans les IMS  |
| <b>2.1.1.1.4-</b> Soutien psychologique et assistance aux personnes infectées/affectées  | Nombre de cas reçus  | Registre                                | Les personnes infectées et affectées sont écoutées et suivies  |
| <b>2.1.1.1.5-</b> Elaborer un guide déontologique de lutte contre le sida sur le lieu de travail dans le sous secteur à l'intention des responsables des établissements scolaires, de l'administration scolaire et des enseignants | Guide élaboré et disponible  | Rapport de l'atelier                    | Les Directeurs d'écoles et les enseignants seront aptes à lutter contre les facteurs liés à la stigmatisation et la discrimination |

|  |   |           |  |
|--|---|-----------|--|
| <b>2.1.1.1.6-</b> Reproduction et distribution du guide déontologique de lutte contre le sida sur le lieu de travail dans le sous secteur à l'intention des responsables des établissements scolaires, de l'administration scolaire et des enseignants | Nombre de guides disponibles au sein de l'école | Décharges | Les Directeurs d'écoles et les enseignants seront aptes à lutter contre les facteurs liés à la stigmatisation et la discrimination |
|  |   |           |  |

|  |  |   |  |
|--|--|---|--|
| <b>2.2- Objectif Spécifique</b>  | Assurer la prise en charge psychosociale et médicale des personnes infectées par le VIH et sida au sein de la Communauté du Sous Secteur Education de Base |   |  |
| <b>Logique d'intervention</b>  |  |   |  |
| <b>2.2.1- Stratégie</b>  | <b>Indicateurs d'impact</b>  |   | <b>Sources / moyens de vérification</b>  |
| <i>Référence au CTA et UPEC les plus proches</i>   |  |   | - Rapports d'ateliers ;<br>- Rapports de supervision.  |
| <b>2.2.1. 1. Activités</b>   | <b>Indicateurs de suivi des performances</b>   | <b>Sources / moyens de vérification</b> | <b>Conditions critiques</b>  |
| <b>2.2.1.1.1-</b> Mise à disposition de l'information pour la prise en charge au profit des personnes infectées/ affectées                                     | - Nombre de cas référés  | Registre de cas référés                 | Les personnels des IMS ont des informations pour la prise en charge des personnes affectées et infectées |
| <b>2.2.1.1.2-</b> Soutien psychosocial aux personnes séropositives qui viennent de recevoir les résultats de leurs tests de dépistage (PM : Unité Mobile CNLS) | - nombre de personnes soutenues  | Registre du centre                      | Les personnes infectées et affectées sont écoutées et suivies  |

|   |  |   |   |
|---|--|---|---|
| <b>2.3- Objectif Spécifique</b>   | Réduire d'au moins 25%, l'impact du VIH et sida sur les élèves et la demande en matière d'éducation. |   |   |
| <b>Logique d'intervention</b>   |  |   |   |
| <b>2.3.1- Stratégie</b>   | <b>Indicateurs d'impact</b>  |   | <b>Sources / moyens de vérification</b>   |
| <i>soutien matériel aux OEV</i>   |  |   | - Rapports d'activités ;<br>- Rapports d'enquêtes ;<br>- Rapports de supervision.                               |
| <b>2.3.1. 1. Activités</b>  | <b>Indicateurs de suivi des performances</b>   | <b>Sources / moyens de vérification</b> | <b>Conditions critiques</b>   |
| <b>2.3.1.1.1-</b> fournir chaque année du matériel pédagogique (manuels, cahiers, stylos à bille et uniformes) à au moins 1000 OEV; | - Nombre d'OEV ayant bénéficié du matériel pédagogique   | Décharge                                | Les OEV ont du matériel pédagogique chaque année  |
| <b>2.3.1.1.2-</b> mettre en place un cadre de concertation entre le MINAS et le MINEDUB pour la prise en charge des OEV scolarisés  | - cadre de concertation formalisé et disponible  | Document contractuel                    | Les OEV sont pris en charge conjointement par le MINEDUB et le MINAS dans le cadre d'un projet de collaboration |

|   |   |   |  |
|---|---|---|--|
| <b>2.4- Objectif Spécifique</b>   | Réduire d'au moins 25%, l'impact du VIH et sida sur l'offre éducative |   |  |
| <b>Logique d'intervention</b>   |   |   |  |
| <b>2.4.1- Stratégie</b>   | <b>Indicateurs d'impact</b>   |   | <b>Sources / moyens de vérification</b>  |
| maintien du niveau de productivité des enseignants  |   |   | - Rapports d'enquêtes ;<br>- Rapports d'activités.   |
| <b>2.4.1. 1. Activités</b>  | <b>Indicateurs de suivi des performances</b>                          | <b>Sources / moyens de vérification</b> | <b>Conditions critiques</b>  |
| <b>2.4.1.1-</b> muter les enseignants malades à des postes de travail proches des centres de traitement agréés, afin de faciliter leur prise en charge médicale ; | - Nombre d'enseignants mutés  | Données de la DRH                       | Les enseignants et les personnels malades sont mutés dans les centres proches des lieux de prise |

|   |   |  |  |
|---|---|--|--|
|   |   |  | en charge                                      |
| <b>2.4.1.2-</b> Mettre à disposition du MINEDUB un personnel Médico sanitaire | - nombre de personnels médico sanitaire affecté et effectivement en poste | Lettre de mise à disposition du MINSANTE | Les IMS peuvent prendre les patients en charge |

|   |   |   |  |
|---|---|---|--|
| <b>3- Domaine prioritaire</b>   | Aménagement du cadre réglementaire dans le contexte du VIH et sida en milieu scolaire                       |   |  |
| <b>3.1- Objectif Spécifique</b>   | Créer un environnement favorable à la lutte contre le VIH et sida au sein du sous secteur éducation de base |   |  |
| <b>Logique d'intervention</b>   |   |   |  |
| <b>3.1.1 – Stratégie</b>  | <b>Indicateurs d'impact</b>   |   | <b>Sources / moyens de vérification</b>                                  |
| <i>Mise en place d'un environnement favorable</i>   |   |   |  |
| <b>3.1.1. 1. Activités</b>  | <b>Indicateurs de suivi des performances</b>  | <b>Sources / moyens de vérification</b> | <b>Conditions critiques</b>  |
| 3.1.1.1.1- Mettre en place un cadre réglementaire sur le lieu de travail  | - cadre réglementaire formalisé et disponible   | Document officiel                       | Les conditions de travail des personnels sont améliorées                 |
| 3.1.1.1.2- Mettre en place une plate forme fonctionnelle de collaboration entre le MINEDUB et les partenaires de proximité (ABC, les APEE/PTA, syndicats, communautés locales décentralisées) | - cadre réglementaire formalisé et disponible   | Document officiel                       | Le MINEDUB et ses partenaires entretiennent des rapports codifiés        |
| 3.1.1.1.3- Mettre en place un cadre réglementaire de lutte contre le sida favorable aux enfants;  | - cadre réglementaire formalisé et disponible   | Document officiel                       | Les enfants sont pris en charge dans le cadre de la lutte contre le sida |
| 3.1.1.1.4- Elaborer la politique de la santé scolaire du sous secteur en intégrant l'aspect VIH et sida   | -en cours   | Document officiel                       | La politique de la santé intègre l'aspect VIH et sida                    |



|   |   |  |  |
|---|---|--|--|
| <b>4- Domaine Prioritaire</b>   | Mise en place de la coordination, suivi et évaluation |  |  |
| <b>4.1- Objectif Spécifique</b>   | Mettre en place une coordination du programme         |  |  |
| <b>Logique d'intervention</b>   |   |  |  |
| <b>4.1.1 – Stratégie</b>  | <b>Indicateurs d'impact</b>                           |  | <b>Sources / moyens de vérification</b>  |
| mise en place d'un cadre institutionnel de coordination   |   |  | - Rapports d'enquêtes ;<br>- Rapports d'ateliers ;<br>- Rapports de Supervision. |
| <b>4.1.1. 1. Activités</b>  | <b>Indicateurs de suivi des performances</b>          | <b>Sources / moyens de vérification</b>                        | <b>Conditions critiques</b>  |
| 4.1.1.1.1- : identifier et désigner les membres des organes de coordination et de gestion de la lutte contre le SIDA dans le sous secteur éducation de base | - acte de désignation signé et disponible             | Les organes de coordination sont en place et sont fonctionnels | Tous les organes de coordination sont fonctionnels                               |
| 4.1.1.1.2. inscrire une ligne « lutte contre le sida » dans le budget du Ministère  | - ligne inscrite et financement disponible            | Les décaissements sont faits sur une ligne                     | Les activités prévues sont financées   |
| 4.1.1.1.3. acquérir du matériel et des fournitures de bureau pour les structures de gestion du programme sectoriel à tous les niveaux ;                     | Matériel et fournitures de bureau disponible          | Factures   | Les bureaux sont équipés   |
| 4.1.1.1.4. acquérir un (01) véhicule tout terrain pour la supervision des activités de lutte contre le sida du secteur                                      | Un véhicule tout terrain acquis et disponible         | Facture  | Le véhicule est utilisé pour des missions du programme                           |
| 4.1.1.1.5. tenir des réunions trimestrielles de coordination et de suivi des activités par niveau de gestion  | rapports de réunion disponibles                       | Rapports   | L'équipe de coordination se rencontre périodiquement                             |
| 4.1.1.1.6. tenir un atelier annuel de coordination avec les équipes focales régionales;   | Rapport d'atelier disponible                          | rapports   | L'équipe focale planifie ses actions annuelles                                   |
| 4.1.1.1.7. tenir un atelier d'imprégnation des responsables nommés au sein des structures de gestion, sur les mécanismes et                                 | Rapport d'atelier disponible                          | Rapport  | Les responsables des structures de gestion appliquent les méthodes de            |

|  |   |          |  |
|--|---|----------|--|
| les méthodes de coordination, de suivi et d'évaluation du plan de lutte contre le sida et les IST  |   |          | suivi et d'évaluation prévue par le plan de lutte contre le sida du sous secteur                                 |
| 4.1.1.1.8. renforcer les capacités du point focal en suivi et évaluation   | Rapport de participation disponible     | Rapport  | Le point focal applique le système de suivi et d'évaluation  |
| 4.1.1.1.9. organiser une mission de supervision par an des activités de formation des enseignants à l'utilisation du curriculum et de guide de pédagogie sur l'EVF/EMP/VIH et sida | Rapport de mission rédigé et disponible | Rapports | Les enseignants utilisent de manière correcte les curricula et les guides pédagogiques sur l'EVF/EMP/VIH et sida |
| 4.1.1.1.10. organiser un atelier annuel de micro planification   | Rapport d'atelier disponible            | Rapports | La micro planification annuelle est faite  |
|  |   |          |  |

|   |   |   |   |
|---|---|---|---|
| <b>4.2- Objectif Spécifique 2</b>   | De 2009 à 2011, suivre les progrès de la mise en œuvre du Programme de lutte contre le VIH et le sida en termes d'apports et de produits pour chaque domaine d'intervention prioritaire, et mise en place d'outils efficaces pour l'évaluation et le contrôle de l'impact du VIH et sida dans le Sous Secteur Education de Base |   |   |
| <b>Logique d'intervention</b>   |   |   |   |
| <b>4.2.1- Stratégie</b>   | <b>Indicateurs d'impact</b>   |   | <b>Sources / moyens de vérification</b>                         |
| Mise en place d'un système de suivi/évaluation  |   |   | - Rapports d'enquêtes ;<br>- Rapports de supervision.           |
| <b>4.2.1. 1. Activités</b>  | <b>Indicateurs de suivi des performances</b>  | <b>Sources / moyens de vérification</b> | <b>Conditions critiques</b>                                     |
| <b>4.2.1.1.1-</b> Mettre en place un système de suivi/évaluation et de collecte de l'information du niveau central au niveau périphérique et vice versa | - rapport annuel de suivi évaluation disponible   | Rapport d'activités                     | L'information est disponible de la périphérie au niveau central |
| <b>4.2.1.1.2-</b> Collecter les données mensuelles de routine générées par le   | - données mensuelles disponibles  | Données disponibles                     | Les données sont utilisées                                      |

|           |  |  |  |
|-----------|--|--|--|
| programme |  |  |  |
|-----------|--|--|--|

|   |   |   |   |
|---|---|---|---|
| <b>4. 3- Objectif Spécifique</b>              | Mesurer l'impact du VIH et sida dans les interventions menées dans le cadre du Plan Stratégique du Sous Secteur Education de Base pour la période 2009 – 2011 |   |   |
| <b>Logique d'intervention</b>                 |   |   |   |
| <b>4.3.1- Stratégie</b>                       | <b>Indicateurs d'impact</b>   |   | <b>Sources / moyens de vérification</b>   |
| <i>évaluation du programme</i>                |   |   | - Rapports d'enquêtes ;<br>- Rapports d'ateliers ;<br>- Rapports de supervision.  |
| <b>4.3.1. 1. Activités</b>                    | <b>Indicateurs de suivi des performances</b>  | <b>Sources / moyens de vérification</b> | <b>Conditions critiques</b>   |
| 4.3.1.1.1- mener une enquête de base          | rapport d'enquête disponible  | Données disponibles                     | Le ministère a des données fiables pour la mise en œuvre du programme   |
| 4.3.1.1.2- faire une évaluation à mi parcours | - rapport d'évaluation à mi-parcours disponible   | Le rapport d'évaluation est disponible  | Les parties prenantes ont une vision de la mise en œuvre du programme et les corrections éventuelles à y apporter         |
| 4.3.1.1.3- faire une évaluation finale        | - rapport d'évaluation finale disponible  | Le rapport d'évaluation est disponible  | Les parties prenantes ont des données sur l'impact du plan d'action sur le secteur et identifient les points à pérenniser |

## LISTE DES PARTICIPANTS

### *1. Atelier de rédaction du draft du plan (Fidèle Hôtel, Kribi, 13-19 avril 2009)*

| N° | NOM(S) ET PRENOM(S)    | STRUCTURE   |
|----|------------------------|-------------|
| 1  | AROGA Désiré           | MINEDUB     |
| 2  | AKEMNDA Eric ACHAMKENG | MINEDUB     |
| 3  | SIAKEU Gabriel         | MINEDUB     |
| 4  | Dr KUATE Marie Pascale | MINEDUB     |
| 5  | AMANYE BOTIBA Nestor   | GTC/CNLS    |
| 6  | BIKO Génévieve         | GTC/CNLS    |
| 7  | OMBONO Richard Antony  | Secrétariat |

### *2. Atelier de validation du plan stratégique du Sous Secteur Education de Base pour la lutte contre le VIH et le sida (Saré Hôtel, Bafoussam, 06-09 mai 2009)*

| N°                                  | NOM(S) ET PRENOM(S)           | QUALITE                           | STRUCTURE   |
|-------------------------------------|-------------------------------|-----------------------------------|-------------|
| <b>EQUIPE DE REDACTION DU DRAFT</b> |                               |                                   |             |
| 1                                   | AROGA Désiré                  | Point Focal VIH et sida           | MINEDUB     |
| 2                                   | AKEMNDA Eric ACHAMKENG        | Enseignant                        | MINEDUB     |
| 3                                   | SIAKEU Gabriel                | Cadre S/DSSAPPS                   | MINEDUB     |
| 4                                   | Dr KUATE Marie Pascale        | SSEP/SDSSAPPS                     | MINEDUB     |
| 5                                   | AMANYE BOTIBA Nestor          |                                   | GTC/CNLS    |
| 6                                   | BIKO Génévieve                | SASP                              | GTC/CNLS    |
| 7                                   | OMBONO Richard Antony         |                                   | Secrétariat |
| <b>MINEDUB</b>                      |                               |                                   |             |
| 8                                   | NKECK, BIDIAS Renée Solange   | IPN/EMP/IGE                       | MINEDUB     |
| 9                                   | PRISO EBOA Patience Ernest    | /DPPC                             | MINEDUB     |
| 10                                  | AKONO EDIMO EBALLE Danielle   | IPN/EMP/IGE                       | MINEDUB     |
| 11                                  | ENONGUENE Patrick             | Cellule de la Traduction          | MINEDUB     |
| 12                                  | MBASSI ETEME Emmanuel Prosper |                                   | MINEDUB     |
| 13                                  | TAMO Michel                   |                                   | MINEDUB     |
| 14                                  | NGANJUPOUA KOUYOU Augustin    | SDAG/DREB Ouest                   | MINEDUB     |
| 15                                  | MENGWA Justine Amour Renée    | Institutrice / EMP d'olamze ville | MINEDUB     |
| 16                                  | MVOGO Michel                  | Coordonnateur National EPT        | MINEDUB     |
| <b>AUTRES MINISTERES</b>            |                               |                                   |             |
| 17                                  | ABAH Marie Egyptienne         | Point Focal VIH et sida           | MINESEC     |

|                                  |                                |                                |                   |
|----------------------------------|--------------------------------|--------------------------------|-------------------|
| <b>18</b>                        | <b>NYEBE Euphémie</b>          | Cadre DRES Centre              | MINESEC           |
| <b>19</b>                        | <b>NGUIMBOUS André Damien</b>  | SDRPH                          | MINAS             |
| <b>SOCIETE CIVILE</b>            |                                |                                |                   |
| <b>20</b>                        | <b>ATEBA Jean Pierre</b>       | Enseignant/Secrétaire National | SNUIPEN           |
| <b>21</b>                        | <b>SADIA HAMOA Binta</b>       | Présidente                     | RECAMEF           |
| <b>22</b>                        | <b>IROGO Michel Olivier</b>    | Président                      | RECAP+            |
| <b>23</b>                        | <b>SALIF MFORAIN MOUASSIE</b>  | Président National             | Réseau des jeunes |
| <b>24</b>                        | <b>ABONGWA Christopher AKO</b> | Président                      | UPTA              |
| <b>25</b>                        | <b>KOUANANG</b>                | Secrétaire Exécutif National   | SNIEB             |
| <b>26</b>                        | <b>BAYIKE Paul</b>             | Président                      | FECAPEEB/FAFE     |
| <b>SYSTEME DES NATIONS UNIES</b> |                                |                                |                   |
| <b>27</b>                        | <b>NJOCK Liliane</b>           | Education Officer              | UNICEF            |
| <b>28</b>                        | <b>HIOL BISSEK Delphine</b>    | Point Focal VIH et sida        | UNESCO Yaoundé    |

### **3. Structures ayant contribué à l'enrichissement du draft**

- MINESEC
- MINAS
- GTC/CNLS
- UNICEF
- UNESCO
- UNFPA
- BANQUE MONDIALE
- SNUIPEN
- RECAMEF
- RECAP+
- Réseau des jeunes
- UPTA
- SNIEB
- FECAPEEB/FAFE
- CEFAN

## BIBLIOGRAPHIE

1. Comité National de Lutte contre le SIDA(CNLS), *Plan Stratégique National de Lutte contre le SIDA 2006-2010*,
2. UNESCO Yaoundé, *VIH/SIDA et système éducatif, fenêtre sur l'éducation Cameroun*, les Dossiers du Cluster UNESCO Yaoundé, Yaoundé, 2006,82p.
3. Comité National de Lutte contre le SIDA (CNLS), ONUSIDA, *Guide de suivi et évaluation du plan stratégique national 2006-2010*, Juin 2007, 76 P.
4. Comité National de Lutte contre le SIDA(CNLS), Institut pour la Recherche, le Développement socioéconomique et la communication (IRESCO), ONUSIDA, *Vers l'accès universel à la prévention, au traitement, aux soins et au soutien pour la lutte contre le SIDA Cameroun (2005-2007)*, Avril 2008
5. Comité National de Lutte contre le SIDA(CNLS), UNGASS, *Cameroun : Mise en œuvre de la déclaration d'engagement sur le VIH et le sida, Rapport de progrès N°3*
6. BIT, *Comment faire face au VIH/SIDA sur le lieu de travail*, Programme du BIT sur le VIH/SIDA et le monde du travail, BIT
7. *Ensemble pour une Solidarité Thérapeutique Hospitalière et En Réseau(ESTHER), L'accompagnement psychologique et social des personnes vivant avec le VIH/SIDA, de la formation à l'évolution des dispositifs de soins : l'expérience des partenaires, novembre 2004-octobre 2007*, ESTHER, Paris, 2008
8. Sarah, C. THOMSEN, et al, *Et si on en parlait ? Droits et sexualité des enfants dans le contexte du VIH/SIDA en Afrique*, RFSU, Save the Children suède, 58 p.
9. ONUSIDA, *Pour une éducation de qualité face au VIH/SIDA*, Juillet 2006
10. Equipe de travail inter institutions (ETII) sur l'éducation, *Outils pour intégrer le VIH et le SIDA dans le secteur de l'éducation : principes directeurs à l'intention des organismes de coopération pour le développement*, UNESCO, Octobre 2008, 79 p.
11. Association pour la Médecine et la Recherche en Afrique (AMREF), *Les communautés africaines au premier plan, Renforcer leurs capacités et leur participation pour combler le vide au sein des systèmes de santé, la stratégie d'AMREF 2007-2017*, AMREF,
12. Open Society Initiative for West Africa, *Guide de renforcement des capacités des tradipraticiens dans la lutte contre les IST/VIH/SIDA*, OSIWA, Décembre 2006, 106p.
13. G., BANDRE, D., AROGA et al, *accélérer la réponse du secteur éducatif au VIH/SIDA en Afrique subsaharienne, Brèves analyse de la situation dans 34 pays, Version révisée par les réseaux des points focaux VIH/SIDA des Ministères de l'Education d'Afrique subsaharienne pendant leur 2<sup>ème</sup> réunion annuelle, Nairobi*, Novembre 2007, 35p.
14. G., BANDRE, D., AROGA et al, *Compte Rendu de la 3<sup>ème</sup> réunion annuelle des Réseaux africains des points focaux VIH du secteur Education*, Dakar, Décembre 2008, 50 p.
15. B., MEBALEY, et al, *L'art d'enseigner dans le contexte du VIH/SIDA*, COLUSIMEN, Libreville, Juin 2005, 71 p.
16. A., BAKILANA, D., BUNDY, J., BROWN, B., FREDRIKSEN, *Accélérer la réponse du volet éducation au VIH/SIDA en Afrique : Une revue de l'aide de la Banque Mondiale*, Banque

- Internationale pour la Reconstruction et le Développement/ la Banque Mondiale, Washington, Août 2005,35p.
17. ICASA, *Bilan des activités par les réseaux de points focaux des ministères de l'éducation en Afrique subsaharienne pour accélérer la réponse du secteur éducatif face au VIH/SIDA*, ICASA, Dakar, 2008, 42p.
  18. Banque Mondiale, *L'engagement de la Banque Mondiale face au VIH/SIDA en Afrique, notre programme d'action, 2007-2011*, Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement/ la Banque Mondiale, Washington, Août 2007,118p.
  19. UNICEF, *Combattre le VIH/SIDA stratégies pour gagner : 2002-2005*, UNICEF, 17p.
  20. UNESCO.2008. *Booklet 2: HIV/AIDS and Supportive Learning Environments. Good Policy and Practice in HIV/AIDS and Education (booklet series)*. Paris. UNESCO
  21. BIT, VIH/SIDA+TRAVAIL, *Manuel sur le VIH/sida à l'intention des inspecteurs du travail*, BIT, Genève, 2006, 45p.
  22. UNESCO.2008.*Booklet 3: Educator Development and Support. Good Policy and Practice in HIV&AIDS and Education (booklet series)*. Paris, UNESCO
  23. Banque Mondiale, *10 éléments d'information sur le VIH et le sida et la Banque Mondiale, Brochure*
  24. Comité technique MINEDUB/MINESEC, *Guide pédagogique à l'usage de l'enseignant de l'éducation à la vie familiale, en matière de population et au VIH/sida (EVF/EMP/VIH et sida), Enseignement Primaire*, Yaoundé, Octobre 2008, 75p.
  25. Comité technique MINEDUB/MINESEC, *Curriculum de formation et d'enseignement de l'éducation à la vie familiale, en matière de population et au VIH/sida (EVF/EMP/VIH et sida), Enseignement Primaire*, Yaoundé, Septembre 2006
  26. , *Carte scolaire de l'éducation de Base, Annuaire statistique 2006-200, Préscolaire ; Primaire ; Normal de l'Enseignement Général*, Ministère de l'Éducation de Base Cameroun Yaoundé, 296 p.
  27. *Accélérer l'intervention du secteur de l'Éducation face au VIH/sida*, ONUSIDA brochure, 25p.
  28. *Profil des Estimations et Projections en Matière de VIH et sida au Cameroun (Période 1970-2012)*, Comité National de Lutte contre le SIDA (CNLS), ONUSIDA, UNICEF, Yaoundé, Janvier 2008
  29. *Éducation au VIH et sida, Programmes harmonisés d'intégration dans les systèmes scolaires des pays de la CEMAC*, UNESCO, CEMAC
  30. *Guide du conseil et du dépistage du VIH à l'initiative du soignant dans les établissements de santé, Programme VIH/SIDA : Renforcer les services de santé pour combattre le VIH/SIDA*, OMS, Suisse, Mai 2007, 56 p.
  31. E., CHEVALIER, C., JESSUA, *Vivre et enseigner en luttant contre le SIDA, collection « Savoir pour vaincre »*, ed. Hatier International
  32. *Les jeunes et le VIH/SIDA, une solution à la crise*, OMS, UNICEF, ONUSIDA, Juillet 2002, 48 p.

33. *Stratégie de l'UNESCO en matière d'éducation préventive VIH/SIDA*, UNESCO, Avril 2001, 21 p.
34. *Education VIH et sida en Afrique centrale : Comment l'école peut-elle agir sur les comportements ; Séminaire sous régional de renforcement des capacités : Développement du curriculum et stratégies de formation des enseignants, Rapport Synthétique*, UNESCO, 2006
35. L.A., GULAIID et al, *Cadre pour la protection, les soins et le soutien aux orphelins et enfants vulnérables vivant dans le monde avec le VIH/SIDA*, UNICEF, ONUSIDA, Juillet 2004 ? 48 P.
36. *VIH&SIDA et Qualité de l'Education Pour Tous les jeunes, Séminaire préparatoire, Genève, 7Septembre 2004*, BIE-UNESCO, 2005, 80p.
37. *Enquête mondiale sur l'Etat de préparation du secteur éducatif face au VIH et au sida 2004, Implications en terme de politiques pour l'éducation et le développement, Une intégration des perspectives des ministères de l'éducation et des organisations de la société civile*, UNESCO, Paris, 2006, 72 p.
38. *Courage et espoir, Témoignages d'enseignants vivant avec le VIH en Afrique Subsaharienne*, ICASA, Décembre 2008, 80 p.
39. R., LINES, H., STOVER, *Le VIH/sida : Prévention, soins, traitement et soutien en milieu pénitentiaire, cadre pour une intervention national efficace*, Nations Unies, New York, 2008, 39 p.
40. M. GORGENS ALBINO, N., MOHAMMAD, D., BLANKHART, O., ODUTULU, *the Multi-country AIDS program 2000-2006? R2SULTS OF THE World Bank's Response to a Development Crisis*, The World Bank, New York, 2007, 172 p.
41. *Enquête sur le suivi des dépenses publiques et la satisfaction des bénéficiaires dans les secteurs de l'éducation et de la santé, Phase 1 : Volet Santé, Rapport Principal*, Institut National de la Statistique, Yaoundé, Avril 2004, 132 p.
42. *Rapport de l'évaluation des flux de ressources et des dépenses nationales contre le SIDA (EF-REDES) au Cameroun en 2007*, GTC/CNLS, ONUSIDA, 32 p.
43. *Stratégie de l'UNESCO pour répondre au VIH et au SIDA*, UNESCO, Paris, Juin 2007, 46 p.
44. A., DAMIBA, P., WATKINS, *Evaluation des mécanismes de coordination de l'EPT en Afrique Subsaharienne : Evolution et Perspectives*, UNESCO/Camacho Urtiaga, A., 99 p.
45. *VIH/SIDA&Education, Une approche stratégique*, IPE/UNESCO, Mai 2003, 79 p.
46. *Modélisation de l'impact du VIH/SIDA sur les systèmes de l'éducation : Mode d'emploi du modèle Ed-SIDA pour les projections Education-VIH/SIDA, 2èmeEdition*, Banque Mondiale, ONUSIDA, 2006, 74p.
47. M., DENNIS, J., ROSS, S., SMITH, *Les enfants au bord du gouffre, Rapport commun sur le nombre estimatif d'orphelins et les stratégies de programmes*, ONUSIDA, UNICEF, ASAIID, Washington DC, 2002, 36 p.
48. *Atelier d'élaboration d'un cadre consensuel de lutte contre le VIH/SIDA dans le système éducatif au Sénégal, Rapport Final*, 36 p.
49. *Apprentissage et enseignement à l'école de la lutte contre le SIDA*, Collection Meilleures Pratiques de l'ONUSIDA, ONUSIDA, 7 p.
50. *Suivi et Evaluation*, <http://www.unesco.org/csi/pub/info/seacam5.htm>, 13 p.



51. H., EGHAN, *Expérience et défis de la réponse au VIH/SIDA du secteur de l'Education au Ghana dans le cadre de la multisectorialité, Présentation*
52. *Plan stratégique sectoriel de lutte contre les IST/VIH/SIDA du Ministère de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle 2007-2010*, République du TOGO, Décembre 2006,
53. M.J., KELLY, *The HIV/AIDS challenge to education*,
54. *Module 3: Formulation d'un plan stratégique*, ONUSIDA, 1998, 31 p.
55. *Plan de lutte contre le VIH/SIDA du sous secteur Education Nationale : Période 2003-2005*, République du Cameroun, 2003
56. *Education Sector Policy on HIV and AIDS*, Republic of Kenya
57. *Draft du document de stratégie sectorielle de l'Education*
58. National Policy on HIV&AIDS for the Education Sector in Nigeria, Federal Ministry of Education, Nigeria, September, 2005
59. National Workplace Policy on HIV/AIDS, Federal Government of Nigeria, April 2005
60. National Education Sector HIV&AIDS Strategic Plan (2006-2010), HIV/AIDS Unit, Federal Ministry of Education, Abuja
61. D. J. CLARKE, Heroes and villains: Teachers in the education response to HIV, UNESCO/IIEP, 2008
62. M. J. KELLY, Education: For an Africa Without AIDS, Paulines Publications Africa, 2008
63. Setting the Scene, Volume 1, Collection Education planning and management in a world with AIDS, UNESCO/EDUSECTOR, 2007
64. Facilitating Policy, Volume 2, Collection Education planning and management in a world with AIDS, UNESCO/EDUSECTOR, 2007
65. Understanding Impact, Volume 3, Collection Education planning and management in a world with AIDS, UNESCO/EDUSECTOR, 2007
66. Responding to the Epidemic, Volume 4, Collection Education planning and management in a world with AIDS, UNESCO/EDUSECTOR, 2007
67. Costing, Monitoring and Managing, Volume 5, Collection Education planning and management in a world with AIDS, UNESCO/EDUSECTOR, 2007
68. Politique de lute contre le VIH/SIDA et les IST en milieu scolaire, Ministère des Enseignements Primaires et Secondaires du Benin, USAID, Septembre 2006

***DOCUMENTS ELECTRONIQUES (CD, DVD)***

69. *Making children and youth part of the solution to AIDS: Understand, engage, and Change*, CD, Plan Cameroun
70. *Approach for improvement of HIV Testing facilities in Senegal (Fact sheet of case studies)*, Japan International Cooperation Agency(JICA), September 2008

71. *Histoire des services de santé publique et de soins médicaux au Japon*, Japan International Cooperation Agency(JICA), 2007
72. *Accelerating the Education sector response to the HIV/AIDS epidemic, documents disseminated during workshops (English & French )* prepared by DCI, DFID, EDC, EI, ILO, PCD, UNAIDS, UNDP, UNESCO, UNFPA, UNICEF, USAID, WHO, World Bank
73. *A sourcebook of HIV/AIDS prevention programs*, collection Education and HIV/AIDS, The World Bank
74. *The changing HIV/AIDS landscape, selected papers for the World Bank's Agenda for action in Africa, 2007-2011*, The World Bank
75. *Report on the global AIDS epidemic and document library*, UNAIDS, 2008
76. *Droits de l'Enfant, Education et VIH/sida: protéger les plus vulnérables*, UNESCO
77. *HIV/AIDS interventions in developing countries: using economic evaluation and analysis to help guide policy and action*, AIDS Collection, volume 22, supplement 1, International AIDS Society, July 2008
78. *People first, connecting communities to their health system*, AMREF
79. *Programme réduire la vulnérabilité des jeunes face au VIH/SIDA et renforcer leur santé génésique et sexuelle dans les communautés frontalières à fortes mobilités sous régionales en Afrique de l'Ouest*, ASDI, International Organisation for Migration, CNLS-Sénégal
80. *Mise en œuvre des directives pratiques du BIT sur le VIH/SIDA et le monde du travail*, Manuel de formation (Français), BIT
81. *Review of the evidence: Girl' Education and HIV prevention*, version 1.1 November 2006, 113 documents, UNAIDS IATT on Education, 8000 p.
82. UNESCO library of Materials on HIV and AIDS, Version 1.0 July 2006, 128 documents, 8000 p.
83. *Window of hope*, collection Education and HIV/AIDS, The World Bank